

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 539

Nov.-Déc-2020/Janv.2021

56^e année -1 € / 3 CHF /
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Les brutalités policières ne sont que l'autre face de la démocratie bourgeoise !
- Campagnes de désinformation de l'armée française en Afrique
- Troupes marocaines, hors du Sahara Occidental !
- PCF: naissance avortée du véritable parti communiste
- Thèses de Lyon
- Élections au Venezuela.
- Washington : journée noire pour le Capitole
- Pandémie, crise économique et lutte des classes en inde

A nos lecteurs, à nos sympathisants, à nos camarades

En raison de l'impossibilité pratique de tenir des réunions publiques, de diffuser normalement notre presse et nos positions à cause des confinements et des mesures de restriction de la liberté de mouvement en vigueur dans de nombreux pays, nous avons été pratiquement contraints de réduire la voix du parti au média virtuel de notre site internet; les personnes intéressées peuvent y trouver nos positions et nos publications dans différentes langues.

Parallèlement, l'expédition postale des journaux a souffert et souffre inévitablement de retards importants dus à la fois aux restrictions de déplacement et à la congestion accumulée à la poste. Les lecteurs et les abonnés de notre presse internationale devront être patients; le dernier numéro du journal italien arrivera très tard par rapport à sa date de sortie réelle, mais il arrivera. En attendant, les lecteurs peuvent le lire au format pdf ou le télécharger sur notre site.

* * *

Le Covid-19 continue à faire de nombreuses victimes; le fait que les hôpitaux soient à nouveau en grandes difficultés notamment dans les unités de

(Suite en page 2)

L'évolution de la crise économique dicte le rythme des attaques capitalistes

LES CHIFFRES DE LA CRISE

L'INSEE a rendu publics, le 29 janvier les chiffres de la crise économique qui a touché la France en 2020 (il s'agit en réalité d'une estimation encore provisoire). Selon ces chiffres, le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 8,3%, une baisse sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale: lors de la grande récession de 2008-2009, alors la plus grave de l'après-guerre, le PIB en France n'avait baissé que d'un peu moins de 3%.

Pourtant les statistiques de l'INSEE ont été reçues presque avec soulagement par les commentateurs bourgeois. Au deuxième trimestre on avait connu, en France comme ailleurs un véritable effondrement économique qui faisait craindre le pire. Le gouvernement qui, comme tous les gouvernements, a tendance à peindre des tableaux optimis-

tes de la situation, prévoyait une chute plus sévère, de l'ordre de 11%.

Nous y reviendrons; continuons à lire les chiffres. Le PIB est un indice composite qui masque souvent la réalité des variations économiques quand elles ne sont pas d'une très grande ampleur; ce n'est pas le cas actuellement.

La production industrielle («manufacturière», selon le jargon anglo-saxon) qui est toujours le moteur principal de l'activité, accuse une baisse de 13,1% pour l'année écoulée, contre une baisse de 8% en 2009, au plus fort de la récession d'alors. Les «services» (ou «secteur tertiaire»: commerce, transports, etc.) ont moins baissé: -8%, démentant l'idée selon laquelle la crise actuelle serait essentiellement une crise de ce secteur: c'est bien le cœur industriel de

(Suite en page 2)

L'impérialisme français sur de multiples fronts (1)

La mort en décembre et janvier de 5 soldats français au Mali, tués par l'explosion de bombes artisanales posées par des groupes armés (1) a servi, comme à chaque fois, à relancer la propagande pro-impérialiste en France. Les médias ont été beaucoup plus discrets sur le bombardement par l'aviation française d'un village malien le 4 janvier qui aurait fait des dizaines de victimes parmi les participants à un mariage (2). Les spécialistes de la chose militaire se vantent que les morts de « djihadistes » (ou baptisés tels) sont cent fois plus nombreux que les morts de soldats français. Mais de façon générale les morts africains ne comptent pas beaucoup pour les très démocratiques médias de l'impérialisme français...

Par rapport à d'autres impérialismes de taille similaire en Europe (Allemagne, Grande Bretagne, Italie etc.) ou nettement plus puissants dans le monde (Japon, Chine...), l'impérialisme français se distingue par un recours plus fréquent aux interventions militaires, par une agressivité plus marquée, par un activisme plus prononcé. Sans doute au cours des dernières années certains de ces impérialismes ont-ils envoyé des

troupes combattre en dehors de leurs frontières, en Iraq, en Afghanistan, en Libye, en Syrie (sous forme de «troupes spéciales») tandis que la Chine a établi sa première base militaire hors de ses frontières, à Djibouti et développe à toute allure une imposante flotte de combat et que le Japon se dirige avec toujours plus de détermination vers son réarme-

(Suite en page 6)

L'évolution de la crise économique dicte le rythme des attaques capitalistes

(Suite de la page 1)

l'économie qui a été le plus frappé.

Le commerce extérieur enregistre une forte baisse des importations: -11,36% et une baisse encore plus forte des exportations: -16,7%; la baisse du prix du pétrole a diminué de façon sensible le coût des importations.

Les chiffres du déficit du commerce extérieur ne sont pas encore connus, mais en octobre le gouvernement prévoyait un déficit record de près de 80 milliards d'euros, en augmentation de près de 40% par rapport à l'année précédente: la crise économique, par la concurrence acharnée qu'elle a provoquée, a entraîné une détérioration de la position du capitalisme français sur le marché mondial, lui-même en forte baisse (autour de 9% selon les prévisions de l'OMC).

LES SUPPRESSIONS D'EMPLOI

L'INSEE estime à 700 000 la diminution des emplois en 2020, dont 600 000

emplois salariés (de son côté l'OFCE estime à 790 000 la suppression d'emplois salariés) Il s'agit pour l'essentiel de non-renouvellements de CDD, de la baisse de l'intérim, etc., bref d'emplois précaires qui ont disparu. Pour l'instant il n'y a pas à proprement parler de vague de licenciements, même si le nombre de «plans sociaux» est trois fois plus important qu'en 2019, débouchant sur 80 000 licenciements. Le taux de chômage aurait atteint les 9,7% à la fin de l'année, contre 7,5% fin 2019 (et 10% en 2009).

Mais cela ne décrit qu'une partie de la réalité. En effet, et c'est une différence importante par rapport à la grande récession, un nombre important de salariés a été placé en chômage technique: ils étaient 2,9 millions en novembre (soit 16% des salariés du privé). L'Etat prend en charge une bonne partie du coût de ce chômage technique (ce fut d'abord 100% puis 85% partir du premier juin) qui assurait 84% de leur salaire aux travailleurs concernés, chiffre ramené à 72% à partir du pre-

mier février.

Ces mesures ont permis d'éviter des licenciements, et conjugués aux aides multiformes versées généreusement aux entreprises (5 à 6 milliards d'euros par mois), elles ont réussi à freiner la chute de l'économie, écartant la menace de son effondrement qui planait au printemps. Au point qu'il n'y a jamais eu aussi peu de faillites d'entreprises depuis trente ans (38% de moins qu'en 2019)!

Pour y arriver l'Etat a creusé le déficit budgétaire qui devrait dépasser les 11% du PIB (alors qu'il était redescendu pratiquement à 3%, conformément aux règles européennes) et il a emprunté massivement sur les marchés financiers internationaux. Si cet endettement (équivalent à 120% du PIB) ne pose pas de problème immédiat de financement étant donné les très bas taux d'intérêts actuels à cause de la crise internationale, il représente une menace redoutable à terme.

D'autre part la survie artificielle de beaucoup d'entreprises peu rentables

A nos lecteurs, à nos sympathisants, à nos camarades

(Suite de la page 1)

soins intensifs et que les virologues les plus sérieux prédisent eux-mêmes que cette pandémie pourrait se poursuivre pendant toute cette année, voire la prochaine, est une nouvelle démonstration que la bourgeoisie ne consacre au soin de la santé humaine que ce qui peut répondre à l'urgence immédiate: sa préoccupation fondamentale est que l'économie reprenne sa marche le plus tôt possible, dans le but de récupérer les profits perdus en 2020 où la crise sanitaire s'est ajoutée à la crise économique déjà en cours.

Les mesures restrictives que les gouvernements avaient imposées depuis mars dernier ont été assouplies pendant l'été lorsqu'il semblait que l'épidémie diminuait considérablement. Mais ce qui n'a pas diminué, c'est la pression du contrôle social exercée par tous les gouvernements sur les lieux de travail comme dans la vie de tous les jours. Une épidémie virale comme celle du coronavirus se propage toujours par l'accumulation d'infections, tandis que la souche virale initiale, se diffusant dans différents pays et différents environnements évolue en produisant des variants avec des caractéristiques différentes; d'où une tendance de l'épidémie à osciller entre pics et ralentissements que

les médias aiment appeler «vagues».

Depuis le début de l'épidémie, la société capitaliste ne s'est pas améliorée du point de vue des soins sanitaires. Par contre l'urgence sanitaire a constitué une opportunité fantastique pour les industriels du secteur, notamment les grandes entreprises pharmaceutiques («le Big Pharma»). C'est ce à quoi on a assisté dès la fin de l'année 2020: le vaccin anti-Covid, ou plutôt, les différents vaccins que les Pfizer-BioNtech, AstraZeneca, Sanofi, Johnson & Johnson et des dizaines d'autres grandes sociétés pharmaceutiques ont commencé à préparer à produire, sont vantés comme le début du «vrai» remède contre la Covid. Par ailleurs une pandémie de ce type avait déjà été prédite par des simulations réalisées en 2010 et 2019 – dans le sillage de l'épidémie Sars-CoV-1 de 2003 – notamment par des fondations privées de milliardaires comme la Fondation Rockefeller et la Fondation Bill & Melinda Gates, qui ont une forte influence sur l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Mais aucun État n'a pris de mesures pour préparer les établissements de santé publique et le personnel de santé à y faire face.

Les responsables bourgeois à tous les niveaux ont laissé l'épidémie se répandre le monde pendant des mois, alors que la recherche scientifique a re-

doublé d'efforts pour connaître les caractéristiques fondamentales du nouveau coronavirus afin de mettre en production le fameux vaccin le plus rapidement possible. Plus il y avait d'infections, plus il y avait d'hospitalisations, plus de décès étaient enregistrés mois après mois, et plus se faisait pressant le besoin de disposer d'un vaccin le plus vite possible – peu importe si les essais effectués ne garantissaient pas l'absence de réactions allergiques et des conséquences plus graves, y compris plusieurs années après, comme cela a déjà été le cas pour des vaccins précédents. La production de milliards de doses était en jeu: tous les États allaient concourir pour s'assurer d'une quantité nécessaire à la vaccination d'une importante fraction de leur population. Le gigantesque business du vaccin était lancé, et elle a pris forme ces jours-ci; Les émissions de télévision jouent leur rôle en filmant les camions transportant des doses de vaccin vers tous les pays ou les premières vaccinations.

La course aux vaccins, leur production en milliards de doses, toute l'organisation de la campagne publicitaire pour convaincre la majorité de la population de se faire vacciner, soutenue par la propagation permanente de la peur de cet «ennemi invisible», la menace de licenciement des travailleurs qui refuse-

fait peser un poids sur le taux de profit moyen de l'économie; la critique du maintien en activité de ces «entreprises-zombies» se fait entendre avec de plus en plus d'insistance parmi les économistes.

Quoi qu'il en soit l'Etat ne va pas pouvoir continuer très longtemps l'aide massive qu'il a octroyée depuis le début de la crise (plus de 150 milliards en additionnant toutes les mesures). Les ministres ont annoncé la fin du «quoi qu'il en coûte» de Macron. Comme toujours sous le capitalisme dont c'est sa source de vie, l'exploitation accrue des prolétaires sera le moyen de résoudre le problème – que ce soit sous la forme de la diminution des prestations sociales (qui sont du salaire différé), des licenciements pour réduire les dépenses salariales ou des baisses de salaire en bonne et due forme.

Le gouvernement se prépare à devoir affronter des épisodes de tension sociale lorsque les inévitables attaques capitalistes ne pourront plus être retardées ou amorties.

Il s'y prépare sur le plan répressif d'abord en accentuant le contrôle social sous prétexte de pandémie; couvre-feux, confinement, autant de mesu-

res qui n'ont de sanitaires que le nom.

Ensuite en aggravant les dispositifs policiers dans le cadre de la loi dite «sécurité globale» contre laquelle des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à plusieurs reprises. On a beaucoup parlé de l'article visant empêcher de filmer les policiers, moins de celui prévoyant de fichier massivement les militants politiques et ouvriers – article approuvé, comme on pouvait s'y attendre, par le Conseil d'Etat le 4 janvier. C'est une légalisation d'une pratique déjà en cours qui pourra se faire plus largement et ouvertement.

Mais il compte aussi sur l'aide indirecte, mais irremplaçable des pompiers sociaux.

Le 22 décembre l'Intersyndicale (CGT FSU SUD et les syndicats étudiants et lycéens) ressortait dans un communiqué sa tactique éprouvée de saucissonnage des luttes, tout en ayant le culot d'affirmer qu'elle se plaçait dans une « *dynamique de convergence des luttes* » : elle fixait « *3 journées phares* » en janvier et un « *temps fort commun interprofessionnel de mobilisations et de grève* [ouf !] » le 4 février. Tout est fait pour dissuader les travailleurs d'entrer en lutte : l'Intersyn-

dicale n'a même pas pris même d'avancer la moindre revendication précise !

Les prolétaires n'ont pas besoin cette mascarade de « journées phares » et de « temps fort » ; pour se défendre contre les attaques des capitalistes et de leur Etat, ils ont besoin d'une lutte réelle, d'une lutte menée avec des méthodes et des moyens classistes.

Pour cela ils ne peuvent évidemment avoir aucune confiance dans les organisations syndicales collaborationnistes qui ont saboté toutes les luttes (comme celles de 2019) et qui se préparent encore une fois à jouer le même triste rôle demain, ni dans les partis et organisations de gauche et d'« extrême gauche » qui les soutiennent. Seule l'organisation indépendante des luttes, sur une base de classe, pourra être efficace.

La crise va pousser inévitablement à une recrudescence des attaques capitalistes ; les prolétaires ne pourront y répondre qu'en prenant la voie de **la lutte de classe**, en rupture totale avec les orientations défaitistes, légalistes des organisations qui pratiquent la collaboration des classes, défendent la paix sociale et soutiennent l'économie nationale !

raient de se faire vacciner, etc., donnent une idée, même partielle, de l'importance prioritaire que la société capitaliste donne à la santé de son économie par rapport à celle des populations.

Pour les capitalistes, l'urgence sanitaire est une opportunité de gagner de l'argent, de faire des profits en s'affranchissant de la plupart des contrôles et de contraintes administratives, et, surtout, de faire main basse - «légalement» - sur l'argent public, comme l'ont démontré les inévitables scandales sur les blouses, les équipements de protection individuelle, les seringues pour inoculer le vaccin, les autres équipements hospitaliers, etc., qui ont éclaté dans divers pays.

Le compagnon de route du vaccin est la peur de tomber malade et de mourir; cette peur a une cause matérielle bien précise, car la plupart de ceux qui ont besoin de se soigner et qui ne peuvent le faire dans de coûteuses cliniques privées, savent pertinemment que la santé publique est d'abord un fromage pour les bourgeois et les politiciens. La crise sanitaire à laquelle nous avons assisté et à laquelle nous assistons encore, n'a pas été causée par le virus Sars-CoV-2, mais par l'absence totale de toute prévention et de mesures sanitaires adéquates.

Il était naturel que notre presse internationale ainsi que les prises de position publiées sur le site, aient traité de cette crise sanitaire et des conséquen-

ces qu'elle a et aura sur le prolétariat

Les prolétaires doivent tirer des leçons importantes de cette crise, non seulement parce que la plupart des malades et des morts du Covid-19 ou avec le Covid-19 sont des prolétaires – comme ils sont les victimes de toute crise sociale – mais parce que tous les États bourgeois ont utilisé la crise sanitaire pour imposer un contrôle social renforcé qui ne consiste pas seulement en une répression pure et simple par la police ; aujourd'hui le contrôle social par l'État – c'est-à-dire par la classe dirigeante bourgeois –, se réalise à l'aide des moyens de propagande technologiquement les plus avancés.

Autrefois la propagande, en plus des outils classiques de l'école et des organisations religieuses, était confiée avant tout à la presse, à la radio, au cinéma ainsi qu'aux rassemblements publics; puis vint la télévision, et la propagande bourgeoise entra directement dans les habitations non seulement par la voix, mais avec des films comme au cinéma, mais sans sortir de chez soi

Puis apparurent Internet et les réseaux sociaux qui ont donné la possibilité de ne plus être un simple auditeur ou lecteur passif, mais un internaute intervenant activement dans un espace virtuel où des millions d'autres peuvent accéder en temps réel; avec le passage de l'ordinateur au smartphone, la propagande bourgeoise accroît son influence potentielle non seulement sur la mas-

se, mais aussi sur chaque composante de cette masse qui peut être touchée à toute heure du jour et de la nuit partout où les connexions fonctionnent. L'organisation commerciale de la production capitaliste élargit ainsi considérablement son champ d'action et accélère en même temps les possibilités de vente en s'orientant vers des acheteurs potentiels dont elle connaît déjà les caractéristiques. En outre la tendance à la concentration et à la centralisation économiques s'accélère, ruinant nombre de petits producteurs et de petits commerçants comme le veut le développement capitaliste.

Ces moyens, comme on le sait, sont aussi des outils de travail ; grâce à leurs caractéristiques informatiques, ils sont utilisés à la fois comme moyens de communication entre entreprises, entre fournisseurs et clients, entre partenaires commerciaux, entre patrons et employés, et comme moyen d'enquêter sur la vie privée de chacun, ses contacts, ses préférences, ses achats.

Dans la société qui a fait de la vie privée la sphère idéalement intouchable de l'individu, c'est précisément la vie privée qui est détruite, ridiculisant ainsi la prétention bourgeoise de protéger une confidentialité qui n'existe pas, même si la soi-disant «haute société», la grande bourgeoisie, ceux qui tirent les ficelles des intérêts capitalistes et impérialistes,

(Suite en page 4)

A nos lecteurs ...

(Suite de la page 3)

en dépit de leurs proclamations d'agir dans l'intérêt du « bien commun », de la « communauté nationale » ou même « internationale », agissent en fait secrètement dans des réunions réservées où sont passés des accords non rendus publics.

L'histoire de la lutte entre les classes a montré que les adversaires apprennent les uns des autres, en utilisant les moyens utilisés par l'un ou l'autre camp, en copiant et en essayant d'affiner les méthodes de leur utilisation. Dans les entreprises comme dans l'armée l'espionnage est la règle. Il en va de même dans le cyberspace, et les « hackers » (pirates informatiques) sont là pour prouver que dans une société où la concurrence commerciale est toujours plus impitoyable, il n'existe de confidentialité absolue.

Comme hier le policier et le serrurier ont appris du voleur et du cambrioleur l'art d'entrer dans les lieux privés et d'en ressortir avec le butin, et le voleur et le cambrioleur ont appris du policier et du serrurier leurs nouvelles techniques d'enquête et de fabrication de serrures, aujourd'hui, les experts en informatique apprennent des hackers. La grande différence est qu'hier le voleur et le cambrioleur devaient se rendre en personne à l'endroit choisi pour leur méfait, alors qu'aujourd'hui le hacker peut depuis sa chambre entrer électroniquement dans n'importe quel système informatisé, sur n'importe quel ordinateur, même s'il se trouve à l'autre bout du monde.

Tout cela freinera-t-il ou facilitera-t-il la reprise de la lutte de classe par le prolétariat?

Le prolétariat pourra-t-il s'organiser plus facilement grâce à ces nouveaux moyens de communication sur le terrain de la lutte de classe?

Aura-t-il plus ou moins de chances d'établir des relations de classe solides d'une ville à l'autre, d'un pays à l'autre, d'une génération à l'autre?

Comme toujours, le problème n'est pas l'instrument, mais son utilisation. Tant qu'il est entre les mains de la classe dirigeante et qui l'utilise pour plier les prolétaires à ses exigences de domination, c'est un instrument de la contre-révolution. Quand la lutte de classe prolétarienne reprendra son cours, c'est-à-dire lorsqu'une partie non infinitésimale des prolétaires luttera sur le terrain de classe, en utilisant des méthodes de lutte classistes (orientées exclusivement vers la défense des intérêts prolétaires) et en s'organisant en complète indépendante de tout autre classe sociale et de toute organisation bourgeoise ou con-

trôlée par la bourgeoisie, alors le prolétariat pourra, ou devra, sélectionner pour ses objectifs révolutionnaires de lutte certains instruments de lutte utilisés par l'ennemi. Tout dépendra du rapport des forces de entre prolétariat et bourgeoisie, et de la maturation des facteurs favorables à la lutte de classe révolutionnaire. Par exemple l'utilisation de méthodes et de moyens de lutte des groupes terroristes comme les Brigades rouges, ou, au contraire, l'utilisation de la méthode parlementaire et de la conciliation interclassiste sont non seulement inutiles mais contre-productives pour la reprise même de la lutte de classe.

Le parti de classe, qui doit donner un exemple de continuité révolutionnaire, non seulement sur le plan théorique, mais aussi sur le plan pratique et comportemental, ne doit jamais céder aux mirages avec lesquels la classe dominante tente d'attirer dans son camp – et donc pour la défense de son système social – en profitant de la difficulté réelle du prolétariat à se reconnaître comme classe distincte et irrémédiablement antagoniste la bourgeoisie ; il devra nécessairement faire usage des outils de communication et de propagande, en choisissant parmi tous ceux qui existent ceux qui correspondent le mieux au besoin d'atteindre, compte tenu des différentes situations, le plus grand nombre de prolétaires et de défendre le plus solidement sa continuité théorique, idéologique et organisationnelle

C'est la raison pour laquelle nous avons ouvert un site internet absolument indépendant de tout autre groupe

politique ou économique, et non un forum de discussion où priment les opinions personnelles, ou un « profil » sur les réseaux sociaux (Facebook, YouTube, Twitter, WhatsApp, Instagram ou autre) comme le font d'autres groupes désireux d'augmenter le nombre de leurs militants ou sympathisants en utilisant le levier de la flatterie personnelle et en proposant des positions de parti à la manière de produits commerciaux.

De même que nous n'avons jamais accepté la publicité commerciale dans notre presse depuis la création du parti après la Seconde Guerre mondiale (non pas par une pureté idéologique mal comprise, mais pour ne pas être économiquement dépendant des entreprises qui font la publicité de leurs produits), nous ne dévierons donc pas de ce qui a toujours été, non par choix, mais par des conditions matérielles et historiques objectives, le chemin ardu du militantisme révolutionnaire et ses attitudes cohérentes ; nous refuseront les voies apparemment d'aller plus faciles, moins fatigantes, plus « à la portée des masses », mais qui sont en réalité opportunistes. L'histoire de l'opportunisme, des déviations par rapport au cours révolutionnaire qui commencent par de petites et légères déviations sur les plans organisationnels ou tactiques avant de se transformer en dérapages dangereux et finalement en positions contre-révolutionnaires, est malheureusement pleine de tels épisodes.

Les marxistes doivent tirer les enseignements vitaux de cette histoire comme notre parti l'a fait hier sous la direction d'Amadeo Bordiga.

Les brutalités policières ne sont que l'autre face de la démocratie bourgeoise !

Le tabassage en règle le 21 novembre du producteur de musique Michel Zecler, coupable de ne pas porter de masque et d'être noir et les brutalités à l'égard des jeunes présents dans le studio, venant après les exactions policières deux jours plus tôt contre les demandeurs d'asile rassemblés Place de la République, a suscité une indignation légitime. Les policiers ayant accusé le producteur de s'être rebellé et d'avoir tenté de prendre une de leurs armes, il avait été placé en « garde à vue » par le parquet de Paris; sans la vidéo de surveillance qui établissait le mensonge des policiers, il aurait été lourdement condamné, comme cela arrive régulièrement en pareil cas : pour les juges la parole des policiers fait toujours foi. De même lors de la mort de Cédric Chouviat, ce livreur étranglé

par des policiers lors d'une interpellation à Paris le 3 janvier, c'est une vidéo qui a permis de mettre à mal la version policière (1).

C'est précisément pour garantir au maximum l'impunité policière que le projet de loi dite « sécurité globale » veut, entre autres choses, interdire la diffusion d'images mettant en cause des policiers et contrôler le travail des journalistes qui couvrent des manifestations.

Les dernières violences policières s'inscrivent en effet dans une longue série qu'il serait fastidieux d'énumérer ; il suffit de rappeler l'affaire Adama Traoré, ce jeune de 24 ans tué par la police après une interpellation en juillet 2016, que la mobilisation continue de ses proches a obligé la justice à ne pas enterrer, en passant par la répression déchainée contre les Gilets Jaunes (11 morts et des

centaines de blessés), contre les manifestants divers, contre les jeunes des quartiers prolétariens, etc.

Les brutalités actuelles ne sont donc pas une exception, l'œuvre de « brebis galeuses » ou d' « éléments violents stupidement recrutés » (Mélenchon dixit) ; elles sont la conséquence inévitable de la défense du système capitaliste ; parce qu'il est basé sur l'exploitation du plus grand nombre, le maintien de l'ordre bourgeois exige une répression constante de tous ceux qui menacent ou contestent cette exploitation, de tous ceux qui représentent une menace au moins potentielle contre l'ordre établi et les institutions qui en assurent la continuité.

Dans les périodes de prospérité économique et de calme social, cette répression, bien que toujours présente et violente, n'apparaît que sporadiquement. La démocratie, qui est le système politique le plus adéquat à l'ordre bourgeois parce qu'elle fait obstacle à la lutte de classe en prétendant dépasser les antagonismes sociaux par les bulletins de vote, présente alors un visage pacifique et relativement « bienveillant ».

Mais dans les périodes de crise, la démocratie révèle son vrai visage au service exclusif de la domination capitaliste : la répression se manifeste ouvertement, revêtant un caractère systématique, toujours plus violent et « arbitraire ».

C'est la situation où nous nous trouvons ; le gouvernement a utilisé le prétexte de la crise sanitaire pour accroître l'extrême, avec l'accord implicite ou explicite de toutes les forces politiques et syndicales, la domination **totalitaire** bourgeoise sur la société en général et sur les prolétaires en particulier. Les gouvernants savent que les ravages d'une crise économique sans précédent ne pourront pas ne pas susciter tôt ou tard la réaction des prolétaires qui en sont les premières victimes (selon l'hebdomadaire macronien *Challenges* du 25/11, « *L'exécutif est tétanisé par le risque d'explosion sociale* »).

C'est cela qui explique fondamentalement le dernier « tournant répressif » du gouvernement relevé par les médias, et non des menaces terroristes. Ce « tournant » se manifeste notamment tant par l'aggravation des mesures contre les immigrés et les demandeurs d'asile, désignés à la population comme des bouc-émissaires, que par la nouvelle loi sécuritaire, venant après tant d'autres : le pouvoir, qui en réalité n'a jamais hésité jusqu'ici à faire usage de la répression, se prépare ainsi à de futurs affrontements.

Mais il y a un autre volet de cette préparation anti-prolétarienne, et elle est l'œuvre des opposants déclarés, les syndicats et partis dits « de gauche ».

La colère des dizaines et dizaines de

milliers de personnes (2) qui ont manifesté le 28 contre les violences policières a en effet été détournée par les organisateurs des « Marches des Libertés » (des syndicats CGT, FSU, SUD, aux partis de gauche, PS, PCF, Insoumis, Verts, NPA, etc.) vers une mobilisation contre une « atteinte à la démocratie » (« communiqué unitaire » NPA, France Insoumise, etc.) et pour la défense de « l'Etat de droit ».

Tous ces gens se gardent bien de dire que l'Etat est le pilier de l'ordre bourgeois, chargé, à ce titre, de réprimer les luttes prolétariennes, et que la démocratie ne sert qu'à voiler la dictature de la bourgeoisie. Ils font tout leur possible pour consolider les illusions ébranlées envers l'Etat et la démocratie, fournissant ainsi une aide irremplaçable à la classe dominante. De plus lorsque certains d'entre eux étaient au gouvernement, ils ont non seulement servi du mieux qu'ils pouvaient le capitalisme, mais ils ont en outre conduit l'escalade répressive en acte depuis des années contre les militants ouvriers, les jeunes en lutte et les manifestants en général (3). Les prolétaires ont déjà pu constater à d'innombrables reprises qu'ils font partie de leurs adversaires.

La riposte aux agressions, brutalités et crimes policiers ne peut être efficace que si elle se mène de façon indépendante des orientations de ces partisans de la conciliation sociale et agents de la collaboration entre les classes. Seule une lutte conduite sur des orientations de classe, clairement anticapitalistes, pourrait faire reculer le gouvernement et les bourgeois en mobilisant les prolétaires. Ceci vaut pour la défense contre les violences policières comme pour la défense du salaire, la lutte contre les licenciements, contre la répression des demandeurs d'asile ou des travailleurs sans papiers.

A bas la démocratie bourgeoise, vive la lutte de classe unie des prolétaires contre le capitalisme et l'Etat bourgeois !

29/11/2020

(1) On y entend distinctement Cédric crier aux policiers qui lui appliquent une « clé d'étranglement » : « *j'étouffe !* ». Ce à qui fera dire plus tard au ministre de l'intérieur Darmanin : « *je m'étouffe quand j'entends parler de violence policière* »...

(2) 135 000 selon la police, 300 à 500 000 selon les organisateurs

(3) L'ancien président François Hol-

lande a eu le culot de joindre sa voix aux critiques de la loi sécuritaire en discussion, lui qui a couvert toutes les exactions policières commises sous son mandat et dont le ministre « socialiste » de l'intérieur, Cazeneuve, disait en novembre 2016 à propos du meurtre d'Adama Traoré : « *Ce que je ne peux plus accepter, c'est la mise en cause permanente [...] du travail fait par les forces de l'ordre, la théorisation de la consubstantialité de la violence à la police* »...

« Il Comunista »

Nr.166 - Dicembre 2020

Nell'interno

- Democrazia americana
- Disuguaglianze e lotta di classe. Per i borghesi le disuguaglianze sono un dato di fatto che basta mitigare..., Per i proletari, invece, dimostrano l'insuperabile antagonismo fra le classi in cui è divisa la società borghese.
- Italia: il politicantismo dei partiti accomuna le forze al governo e le forze all'opposizione
- Rivolta a Napoli
- Prolungamento dello stato d'emergenza e controllo sociale
- La TCI (battaglia comunista e CWO) nega la dittatura di classe a beneficio di una «vera democrazia»
- Livorno 1921, nasce il partito comunista d'Italia, sezione dell'Internazionale Comunista
- Le paure della Banca Mondiale per la democrazia
- Riders in lotta
- Arzano, città metropolitana di Napoli: la protesta dei commercianti
- Quadro internazionale - le nostre prese di posizione: Francia. No al coprifuoco! No al ritorno dello «stato di emergenza sanitaria»! / Sulla natura degli eventi in Bielorussia / Fuori le truppe marocchine dal Sahara Occidentale / Terrore a Vienna
- Lenin e Bordiga sullo stato
- A proposito di «collettività di partito impersonale»

Supplemento 01 / COVID-19 a «il comunista» N° 166 - Gennaio 2021

• Covid-19: un anno di tremende conferme. I governi borghesi puntano, in ogni paese, a salvare soprattutto l'economia nazionale. Le conseguenze mortali della pandemia? ...«danni collaterali»!

Supplemento 02 / Livorno 1921 a «il comunista» N° 166 - Gennaio 2021

Premessa / Testi e tesi del periodo 1917 / Testi e tesi del periodo 1918 / Testi e tesi del periodo 1919/ Testi e tesi del periodo 1920-1921

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €, 25 CHF, £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €, 50 CHF, £ 12

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

L'impérialisme français sur de multiples fronts (1)

(Suite de la page 1)

ment; de même la course aux armements dans le monde a repris avec une intensité qui n'avait pas été constatée depuis des années (les derniers chiffres publiés indiquent une augmentation de 4% de dépenses mondiales d'armement, chiffre le plus élevé depuis dix ans).

Le regain d'agressivité de l'impérialisme français s'inscrit donc dans le cadre de l'aggravation des tensions et des heurts inter bourgeois dans le monde.

Nous allons en faire une description sommaire, en commençant par le « théâtre » africain où l'impérialisme tricolore a une longue et sanglante histoire.

LE « PRÉ CARRÉ » AFRICAIN

En dépit de son recul sur le plan économique face surtout à la progression des ventes chinoises (3) et sur le plan politique face notamment à l'influence croissante de la Russie dans certains pays (comme la Centrafrique), l'impérialisme français maintient pour l'essentiel sa domination sur ce que l'ancien président socialiste Mitterrand appelait son « pré carré », c'est-à-dire ses anciennes colonies ouest-africaines.

Si la France a perdu son rang de deuxième partenaire commercial au niveau mondial de l'Afrique, elle est toujours son premier partenaire européen (devant l'Espagne et l'Allemagne). Pour ce qui est du volume des investissements dans l'ensemble du continent, elle reste, selon des chiffres datant de 2017, le premier investisseur en termes de stock (53,5 milliards d'euros), devant les Etats-Unis (41,9), puis la Grande-Bretagne (38,5), les investissements chinois talonnant ceux de cette dernière (38,4), suivis par ceux de l'Italie (23,4); plus loin on trouve ensuite l'Allemagne (11) et la Suisse (10) devant le Japon (6,5), le Portugal (6,3), l'Espagne (5), etc. (4).

Au-delà de ces chiffres bruts, quand on examine l'évolution des investissements, on constate une très forte progression chinoise: 65% d'accroissement des investissements en 5 ans, alors que sur la même période les investissements de l'ancienne puissance coloniale britannique ont baissé de 11%.

Les investissements japonais ont connu une baisse similaire (-14%) tandis que les américains se sont effrités (-4%). Les investissements allemands et italiens ont enregistré un véritable boom: respectivement 37% et 64%. Quant aux investissements français ils ont connu sur la période une progression plus modeste, mais non négligeable: 17%: les capitaux français font mieux que résister à la pression des capitaux concurrents dans leur « pré carré » et à l'exté-

rieur de celui-ci.

Ces investissements des pays impérialistes sont le plus souvent géographiquement fortement localisés dans les anciennes colonies ou dans les pays producteurs de matières premières: pétrole au Nigeria ou en Angola, matières premières diverses en Afrique du sud, etc. Les investissements japonais sont ainsi concentrés à 85% en Afrique du sud (mais ils devraient se développer au Mozambique où des projets pétroliers sont prévus), à 30% pour les investissements britanniques, dans le secteur minier sud-africain. Si les investissements chinois en Afrique situent à la première place en Ethiopie et au Soudan, les volumes les plus importants se retrouvent là aussi en Afrique du sud, devant le Congo (dans les mines de cuivre et de cobalt) et l'Angola (pétrole). Les investissements américains privilégient l'Egypte, les italiens, attirés par les ressources de pétrolières, se concentrent en l'Algérie (où ils occupent le premier rang, loin devant les américains et les français) et en Egypte, les espagnols au Maroc, les portugais en Angola.

Quant à l'impérialisme français il est toujours le premier pays investisseur dans ses anciennes colonies de Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Niger ou du Congo-Brazzaville, etc., sans parler du Maroc; mais il l'est également devenu au Nigeria, en Angola ou au Ghana, pays qui étaient traditionnellement en dehors de sa zone d'influence (par comparaison la Grande Bretagne ne garde le premier rang qu'en Afrique du Sud).

Les experts américains avaient constaté depuis longtemps que l'Afrique était la seule région du monde où la France menait une politique extérieure au plein sens du terme, c'est-à-dire défendait ses intérêts économiques et autres par toute une gamme de moyens: diplomatiques, politiques, financiers, monétaires (le franc CFA qui aurait dû disparaître en 2020 est toujours en place, sous dépendance de la Banque de France) et... militaires. On ne dénombre pas moins de 58 interventions militaires françaises en Afrique depuis les indépendances!

L'importance économique pour l'impérialisme français des pays du « pré carré » africain n'a cependant pas cessé de décliner au cours des décennies qui se sont écoulées et corrélativement la présence militaire s'est réduite; parmi les dirigeants bourgeois des voix se font entendre pour critiquer le « mauvais investissement » que représentent les soldats français dans des pays africains aux ressources limitées. Un rapport parlementaire concluait mélancoliquement en 2014: « La France n'a plus les moyens d'entretenir « l'Armée d'Afrique » ». Et sous Sarkozy l'impérialisme français

avait procédé à une modification de son dispositif militaire pour en diminuer les coûts, en réduisant les bases militaires et le nombre de soldats présents sur place: le maintien de seulement 3 bases militaires (au Sénégal, à la Réunion et à Djibouti) était jugé suffisant pour assurer la défense des intérêts de la France sur le continent et son rôle de gendarme de son pré carré; mais la base du Gabon sera finalement maintenue avec plusieurs centaines de soldats pour la protection du régime et des intérêts pétroliers de Total; en outre la réorganisation du dispositif militaire français prévoyait d'impliquer davantage les armées locales dans la défense de l'ordre impérialiste – éternel vœu pieux de Paris...

Il ne faut pas s'y tromper; les capitalistes présents sur le continent ne sont pas principalement de petites entreprises, vestiges attardés de la « Françafrique » coloniale d'autrefois; ils s'y trouvent des hommes d'affaires on ne peut plus influents au sein des cercles du pouvoir français comme un Bolloré par exemple et des entreprises de premier plan (Total, Vinci, Bouygues, Areva, Alstom, pour n'en citer que quelques-unes). Le rapace impérialisme français n'est donc pas prêt à lâcher sa proie africaine.

Depuis Sarkozy en effet les interventions militaires françaises se sont accrues, tout particulièrement avec les opérations au Mali décidées par le gouvernement Hollande. Macron a continué dans cette voie. Au début 2020 plusieurs centaines de soldats supplémentaires ont été envoyés au Mali, faisant passer officiellement leur nombre à plus de 5100 (le chiffre réel étant probablement supérieur); pendant toute l'année ces troupes ont mené des combats contre des rebelles dits « djihadistes » et « terroristes ».

Elles sont également intervenues au Burkina Faso et au Niger. Enfin des opérations aériennes dites « d'intimidation » ont été menées fin 2020 et début 2021 en Centrafrique pour soutenir le gouvernement en place face à une rébellion armée. Des bases militaires plus ou moins permanentes ont été établies au Tchad, au Mali et au Niger.

L'ingérence de l'impérialisme français dans les affaires des pays africains ne se manifeste bien sûr pas uniquement par des interventions militaires: celles-ci ne sont que la manifestation la plus extrême de celle-là. En dehors de la présence économique qui en est le soubassement, l'ingérence politique est constante.

LE COUP D'ETAT AU MALI

Sans vouloir ni pouvoir détailler les

ficelles le récent coup d'Etat au Mali en donne un exemple supplémentaire ; en août 2020 les militaires maliens ont renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) qui avait perdu les faveurs de Paris. IBK avait aussi été confronté à des manifestations de rue à Bamako à la mi-juillet appelant à sa démission et s'opposant à la présence militaire française ; la répression sanglante de ces manifestations avait probablement fait une vingtaine de morts et des dizaines de blessés par balles réelles ainsi que par des « exécutions extrajudiciaires » commises par la police et la FORSAT, la force anti-terroriste malienne particulièrement efficace pour terroriser et massacrer des manifestants désarmés ; ces atrocités expliquent l'accueil au départ favorable réservé aux militaires putschistes par la population.

Bien qu'il soit le premier producteur africain de coton, et le troisième d'or, le Mali est l'un des pays les plus pauvres du monde : les bénéfices de ses ressources vont dans les caisses des sociétés impérialistes et des clans bourgeois au pouvoir. Dernièrement IBK avait docilement suivi les injonctions impérialistes (FMI) de « libéraliser » la production cotonnières, au détriment des petits producteurs (forte baisse du prix d'achat garanti).

Le gouvernement français a bien entendu condamné, comme les autres pays et la communauté africaine (CDEAO, Union Africaine), ce coup de force « anti-démocratique ». Mais c'était pour la forme car il avait définitivement abandonné son ancien protégé ; il s'est bien gardé de suspendre l'aide militaire comme l'ont fait les USA ou de créer des sanctions économiques comme les pays africains. Les visites officielles des ministres de la Défense et des Affaires étrangères français au Mali à l'automne dernier en ont fait la preuve que les liens avec la junte militaire n'étaient en rien rompus. Mais les responsables français voulaient aussi dissuader cette dernière de négocier avec les groupes rebelles : « *on ne peut pas dialoguer avec des groupes djihadistes qui n'ont pas renoncé au combat terroriste* » a ainsi déclaré Florence Parly, la ministre des armées, le 3/11 à Bamako. Ces négociations, vues favorablement par les centaines de milliers de personnes qui auraient fui les zones de combat, avaient permis début octobre la libération des 4 otages (dont 3 européens) contre l'élargissement de près de 200 supposés « djihadistes » : mais pour l'impérialisme français il faut mettre un terme à de telles négociations qui risquent de compromettre sa présence militaire et, partant, son influence politique sur la région.

Les responsables militaires qui affectent de craindre un retrait de la France du Mali n'ont pas de raison de s'in-

quiéter : l'annonce prévue de la diminution du nombre de soldats sur le terrain n'augure en rien d'un tel retrait. Dictée par le coût des opérations (estimé par les spécialistes à un milliard d'euros ou peut-être davantage pour 2020, les chiffres véritables restant secrets), cette diminution ne signifie pas la fin d'une intervention militaire qui dure déjà depuis plus de 7 ans ; elle risque de durer encore longtemps, les troupes locales, onusiennes, voire européennes n'étant pas au rendez-vous ; l'impérialisme français a échoué à mobiliser ses alliés européens au nom de la « lutte antiterroriste » (à l'exception de l'Estonie qui a envoyé 40 soldats...) : les Etats européens savent pertinemment qu'il s'agit en réalité de soutenir les intérêts français...

La dénonciation et la lutte contre l'exploitation et la domination impérialistes françaises en Afrique est donc plus nécessaire que jamais ; c'est un devoir de classe pour les prolétaires d'ici. Non par souci moral, éthique ou démocratique, mais parce que les capitalistes français en tirent une force supplémentaire pour maintenir leur pouvoir contre les prolétaires ; mais aussi et surtout parce que c'est une nécessité pour souder les rangs prolétariens par-delà les nationalités et les frontières nationales en faisant la démonstration que les prolétaires de France non seulement ne sont pas complices des crimes de « leur » bourgeoisie, mais en sont au contraire les ennemis irréductibles.

(A suivre)

(1) Dans la propagande officielle il est de rigueur de n'utiliser que le terme

de « Djihadistes ». Lorsque Sophie Pétronin, l'otage franco-suisse libérée, avait parlé de « groupes armés » au Mali, cela avait suscité « l'indignation » du général Lecointre. Lors d'une audition au Sénat le 14/10, le Chef d'état-major des Armées a répliqué qui il s'agissait, non de groupes armés mais d' « *une organisation terroriste internationale* » alors que « *les militaires français sont des soldats d'une armée régulière, qui se battent dans le respect du droit international, dans le respect du droit de la guerre, en maîtrisant leur violence et qui sont liés, au-delà de la mission, par une éthique particulièrement exigeante* ».

Les victimes de la soldatesque française lors des guerres coloniales ou plus récemment lors du massacre d'Ouvéa en Nouvelle Calédonie, auraient été contentes de l'apprendre.

(2) voir le communiqué de Médecins sans frontières du 6/1/21.

(3) Au début des années 2010 la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique, détrônant les Etats-Unis et passant devant la France.

(4) Cf Thierry Pairault, « Investissements en Afrique: la Chine et les « partenaires traditionnels » », *Afrique Chine Europe*, 23 janvier 2020. Voir aussi les statistiques d'Eurostat, 2020. Ce classement est cependant approximatif l'auteur ayant écarté les investissements classés hollandais faute de pouvoir déterminer leurs origines réelles, beaucoup de grandes entreprises ayant constitué des *holdings* dans ce pays pour des raisons fiscales, à partir desquelles elles font transiter leurs capitaux pour des investissements extérieurs (c'est semblait-il le cas de Renault par exemple).

Réseaux sociaux: les campagnes de désinformation de l'armée française en Afrique, outils de l'intervention impérialiste

Depuis des mois le gouvernement français, relayé par tous les médias, fait campagne contre les « fake news », les fausses informations qu'on trouve sur internet, dénonce les ingérences et les manipulations réelles ou non, mises en oeuvre par des puissances étrangères par l'intermédiaire des « réseaux sociaux » et accuse les grandes plateformes et les fournisseurs internet de laisser faire.

Des dispositions légales ont été élaborées pour, entre autres, obliger ces plateformes à retirer « *promptement les contenus manifestement illicites* » : c'est la loi dite « Avia » (du nom de la député LREM qui avait déposé le projet de loi) contre les « *contenus hai-*

neux » (sic!) sur internet, adoptée le 13/5/2020. Mais cette loi a été partiellement censurée par le Conseil constitutionnel en juin qui a refusé l'obligation demandée aux plateformes.

Pour contourner cette décision, le gouvernement s'emploie à faire édicter au niveau européen une loi semblable, qui contraindrait les Facebook et autres Twitter à retirer, en 24 heures, « *non seulement les contenus illicites, mais aussi d'autres types de contenus tels que les contenus préjudiciables non illicites [...] par exemple [...] les contenus de désinformation* » (1)...

Mais tel est pris qui croyait prendre!

(Suite en page 8)

Campagnes de désinformation de l'armée française en Afrique

(Suite de la page 7)

Le 15 décembre Facebook a annoncé, sans doute avec un malin plaisir, avoir découvert et supprimé des réseaux frauduleux faits de faux comptes Facebook et Instagram en Afrique dont il a pu identifier l'origine, bien qu'ils se présentaient comme étant l'oeuvre d'habitants locaux: l'armée française (2).

Celle-ci avait créé «84 faux comptes Facebook, 6 Pages, 9 Groupes et 14 faux comptes Instagram».

Leur activité était centrée sur la République Centrafricaine et le Mali, mais touchait aussi le Niger, le Burkina Faso, l'Algérie, la Côte d'Ivoire et le Tchad. Selon le communiqué de Facebook, leurs publications, en français et en arabe, étaient principalement sur les événements d'actualité, notamment sur la politique de la France en Afrique francophone, la situation dans divers pays africains, les élections en Centrafrique et des critiques de la présence russe dans ce pays, des commentaires de soutien à l'armée française, etc. Relativement nombreux sont ceux qui ont mordu à l'hameçon: en effet 5000 comptes environ s'étaient mis à «suivre» (followers) l'un ou l'autre de ces Pages, près de 1600 comptes avaient rejoint l'un de ces Groupes et 200 personnes suivaient au moins l'un des comptes Instagram; ce sont des chiffres qui ne sont pas négligeables pour des pays où l'accès à l'internet n'est pas toujours très répandu.

Ni la députée Avia ni aucun autre responsable politique de la majorité ne se sont manifestés pour condamner cette campagne de fake news; les politiciens de tout bord, y compris de l'opposition, et les médias qui s'étaient bruyamment indignés des risques que faisait courir à la démocratie en France les manipulations dans les réseaux sociaux, sont restés silencieux: démonstration, s'il en était besoin, de leur hypocrisie: ils soutiennent les manipulations quand elles sont au service de l'impérialisme français et ne condamnent que la «haine» contre le gouvernement et les intérêts capitalistes.

Dans le même communiqué Facebook annonce avoir également découvert et supprimé un réseau frauduleux similaire opérant principalement en Centrafrique mais aussi dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne (Cameroun, Madagascar, Afrique du Sud, etc.), de 63 faux comptes Facebook, 29 Pages, 7 Groupes et 1 compte Instagram. Il se concentrait sur les élections du 27 décembre en Centrafrique (en soutenant le gouvernement en place); la critique

de la politique française et le soutien à la politique russe étaient aussi un des thèmes de prédilection. Bien que ce réseau ait essayé de se camoufler en utilisant des personnes résidant en Centrafrique et en Afrique du Sud, et en essayant d'impliquer des journalistes centrafricains, Facebook déclare qu'il a pu attribuer son origine au financier du groupe de mercenaires russes Wagner, présent en Centrafrique.

La propagande sur les réseaux sociaux n'est que la continuation de l'intervention impérialiste par d'autres moyens; la France qui maintient officiellement 300 soldats en Centrafrique (à côté des 11000 «casques bleus») veut éviter de s'enliser dans le bourbier centrafricain – qu'elle a créée par ses décennies d'intervention dans ce petit pays. Mais elle n'entend pas abandonner ses intérêts économiques et surtout géopolitiques dans une région stratégique. C'est pourquoi bien qu'elle soit en froid avec le président actuel parce qu'il a fait appel aux mercenaires russes, elle lui a spectaculairement témoigné son soutien en faisant effectuer le 23 décembre des vols d'intimidation par des avions de chasse au-dessus des zones tenues par les forces armées rebelles; le message était clair:

l'impérialisme français «votait» pour Touadera (comme l'impérialisme russe!) et il était prêt à faire parler les armes pour assurer sa réélection...

Les services de désinformation de l'armée française se sont fait prendre la main dans le sac en Afrique, mais tout laisse supposer que des actions semblables ont lieu ailleurs, y compris en France même.

Elles sont des outils de la politique impérialiste: l'opposition à ces campagnes doit éviter l'impasse d'une vaine et mensongère défense de la «démocratie», mais elle doit s'inscrire dans la perspective de la lutte internationaliste prolétarienne contre l'impérialisme.

Non aux campagnes de désinformation de l'armée, non aux interventions impérialistes françaises, en Afrique et ailleurs!

30/12/2020

(1) cf. « La quadrature du net », 22/9/20

(2) <https://about.fb.com/news/2020/12/removing-coordinated-inauthentic-behavior-france-russia/>

Facebook publie quelques exemples de messages postés par les barbouzes français

Troupes Marocaines, hors du Sahara Occidental !

Le 15 novembre dernier les troupes marocaines se sont emparées du passage frontalier de Guerguerat, une enclave reliant la Mauritanie au Sahara Occidental que les militants sahraouis occupaient depuis le 21/10 pour dénoncer le fait que, en dépit de l'interdiction de l'ONU à ce sujet, l'Etat marocain utilisait la route qui y passe pour exporter des matières premières (phosphate cuivre, fer, uranium), du poisson, etc.

Les accords de ce cessez-le-feu impliquaient à la fois la fin des hostilités, ouvertes en 1976 à la suite du retrait de l'Espagne des territoires sahraouis, et le lancement d'un projet parrainé par les Nations Unies pour organiser un référendum d'autodétermination dans les années suivantes. Depuis que le traité de paix a été approuvé par le Maroc et le Front Polisario, les autorités marocaines, qui dominent la majeure partie du Sahara occidental, le Polisario n'en occupant qu'une infime partie, quasiment dépeuplée, contrôlent étroitement la population et les ressources naturelles de la région. Des villes comme Al Ayoun se trouvent sous une main de fer qui contrôle rigoureusement tous les habitants, imposant une répression politique ouverte, interdisant leurs réunions, interdisant leurs associations, persécutant les militants les plus en vue, etc. et

soumet la totalité de la vie quotidienne de la population à une domination constante.

La déclaration de guerre du Front Polisario, plus précisément de l'Armée de libération du peuple sahraoui (SPLA) qui est sa branche militaire, met fin à près de vingt ans de domination incontestée du royaume marocain sur le Sahara occidental, ainsi qu'aux accords internationaux qui contraignaient le Front Polisario à limiter son activité au contrôle des camps de réfugiés sahraouis à Tindouf, en Algérie, où plus de 200 000 personnes ont émigré lorsque le Maroc et la Mauritanie ont pris le contrôle du Sahara occidental.

Pendant toute cette période, les termes de l'accord de paix n'ont régi que la partie sahraouie: alors que le Front Polisario a renoncé à toute activité à l'intérieur des frontières marocaines, les engagements pris par le Maroc, notamment la tenue du référendum d'autodétermination, ont été repoussés à maintes reprises, au point que personne ne peut désormais penser qu'ils ne seront jamais remplis.

Et la répression contre la population sahraouie, désormais désarmée et à la merci des autorités de Rabat, n'a cessé

(Suite en page 13)

PCF: centième anniversaire de la naissance avortée du véritable Parti Communiste

Le 29 décembre 1920 à son Congrès de Tours, le Parti Socialiste-SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière) scissionnait: la majorité l'abandonnait pour créer le Parti Socialiste-SFIC (Section Française de l'Internationale Communiste); cette dénomination « provisoire » était justifiée par une supposée nécessité de faire des exceptions aux conditions d'adhésion à l'Internationale au nom de traditions nationales particulières.

110 000 membres du PS sur 180 000 suivirent les majoritaires: il s'en fallut de peu que presque tout le PS adhère au nouveau parti; un télégramme, lu au Congrès, de Zinoviev, au nom du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, l'empêcha in extremis en mettant les points sur les i:

« (...) Nous avons lu un projet de résolution portant les signatures des camarades Loriot, Monatte, Souvarine, Cachin, Frossard et autres. Sauf quelques points (la dénomination du Parti), nous pouvons nous solidariser avec cette résolution.

Nous avons lu ensuite un projet de résolution signé par Longuet, Paul Faure et autres. Cette résolution est pénétrée d'un esprit de réformisme et de diplomatie mesquine et chicanière. Les thèses approuvées par le 2e Congrès de l'Internationale Communiste admettent certaines exceptions en faveur de réformistes qui se soumettront maintenant aux décisions de l'Internationale communiste et renonceront à leur opportunisme d'autrefois. Le projet de résolution signé de Longuet et Paul Faure montre que Longuet et son groupe n'ont aucune envie de faire exception dans le camp des réformistes. Ils ont été et restent des agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat. Ce qui est le plus remarquable dans leur résolution, c'est moins ce qu'ils disent que ce qu'ils taisent. De la révolution mondiale, de la dictature du prolétariat, du système soviétique, Longuet et ses amis préfèrent, ou bien ne rien dire du tout, ou bien dire les plus banales ambiguïtés. L'Internationale Communiste ne peut rien avoir de commun avec les auteurs de pareilles résolutions.

Le plus mauvais service qu'on puisse rendre dans les circonstances actuelles au prolétariat français est d'imaginer je ne sais quel compromis embrouillé qui sera ensuite un véritable boulet pour votre Parti. Nous sommes profondément convaincus, chers camarades, que la majorité des ouvriers conscients de France n'admettra pas un compromis aussi ruineux avec les réformistes et qu'elle créera enfin à Tours

le vrai Parti communiste un et puissant, libéré des éléments réformistes et semi-réformistes. C'est en ce sens que nous saluons votre Congrès et que nous lui souhaitons le succès. Vive le Parti communiste de France ! Vive le prolétariat français ! ».

Malgré les appels pressants de Frossard l'ancien secrétaire général du parti socialiste et futur secrétaire général du nouveau parti, et d'autres orateurs du centre (comme le futur stalinien Renoult), en direction du courant de droite pour qu'il ne prenne pas au pied de la lettre ce langage « brutal » des militants russes et qu'il rejoigne les majoritaires, c'était devenu impossible.

L'épisode était significatif: ce qui naissait à Tours ce n'était pas un authentique parti révolutionnaire communiste, en rupture nette avec les traditions pourries de légalisme, d'électoralisme parlementariste et de réformisme national de la social-démocratie, mais une nouvelle incarnation de ce courant social-démocrate. Frossard déclara ainsi lors d'un discours du Congrès: « si j'avais le sentiment que notre politique de demain est en rupture avec la tradition socialiste nationale et internationale, je ne serais pas à cette tribune ».

Au nom de cette tradition il condamnait « l'antipatriotisme grossier, imbécile et meurtrier [sic !] d'avant-guerre », récusant la formule du Manifeste **les prolétaires n'ont pas de patrie** (« ce que Marx voulait dire, c'est que la patrie des prolétaires leur a été volée par la bourgeoisie capitaliste et qu'il faut la leur rendre »); et, rappelant que « le Parti avait toujours dans le passé affirmé qu'il était un parti de défense nationale », il ne reniait pas sa propre adhésion pendant la guerre à la défense nationale conformément à cette même tradition, tout en disant que les circonstances avaient changé, mais en restant flou sur ses positions actuelles: « le problème n'est pas simple » disait-il (1)... Pour les marxistes le refus de l'union sacrée et de l'adhésion à la défense nationale ne dépend pas des circonstances: c'est un **principe** simple et clair.

Les dirigeants de l'Internationale communiste ne se faisaient pas d'illusions sur les anciens dirigeants du PS passés au nouveau parti et sur la sincérité de leurs professions de foi révolutionnaires.

Venus à Moscou au second congrès de l'Internationale communistes en tant qu'émissaires du PS les «deux pèlerins» Frossard et Cachin durent essayer de sévères critiques avant de se déclarer partisans de l'adhésion à l'I.C. (2). Si les

dirigeants bolchéviks étaient prêts à consentir des exceptions envers certains réformistes, c'était pour toucher les prolétaires qui les suivaient dans l'espoir qu'à la chaleur incandescente de la lutte des classes dans cet après-guerre, de telles scories se fondraient sans dommages dans les nouveaux partis. Cela n'a pas eu lieu; la température sociale se refroidit à mesure que le capitalisme français, sorti blessé mais victorieux de la boucherie guerrière, retrouvait sa stabilité antérieure, devenant même le pilier de la contre-révolution mondiale.

L'échec des grèves de mai 1920 (1,5 million de grévistes à la suite de la grève générale des cheminots) et la répression qui suivit (révocation de 18 000 cheminots, arrestation des dirigeants du Comité pour la IIIe Internationale qui ne purent participer au Congrès de Tours, etc.) marquèrent le reflux des agitations ouvrières. Les scories devinrent des boulets et le nouveau parti alla de crises en crises en réaction eux efforts de l'IC pour le pousser sur la voie révolutionnaire.

Le facteur décisif était qu'il n'existait pas de véritable courant de gauche sur des bases marxistes solides qui aurait pu exprimer les tendances révolutionnaires existant parmi les prolétaires indépendamment des aléas des luttes, et sur lequel aurait pu s'appuyer l'IC pour travailler à la constitution d'un véritable parti communiste en combattant la persistance des traditions social-démocrates; elles étaient représentées non seulement par le courant de droite mais aussi, plus insidieusement, par le courant majoritaire dit du «centre». La formule de l'union du centre et de la gauche contre la droite était condamnée à l'impuissance sans la pression constante de Moscou, étant donné la faiblesse théorique et r-programmatique du courant de gauche miné par des préjugés pacifistes, libertaires et démocratiques comme dans la Fédération de la Seine (Paris).

* * *

La scission de 1920 était indispensable pour **rompre** avec les partisans de « l'union sacrée » avec la bourgeoisie qui avaient assuré à celle-ci que les prolétaires soient menés sans protester à la boucherie guerrière: ceux que les bolchéviks appelaient les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière – et que les dirigeants du futur parti voulaient conserver avec eux !

Notre courant avait bataillé pour le durcissement et le respect des conditions d'adhésion à l'IC afin d'en écarter

(Suite en page 10)

PCF: centième anniversaire ...

(Suite de la page 9)

autant que possible les sociaux-démocrates avoués ou cachés, tous ces chefs opportunistes qui voulaient se refaire une virginité avec des phrases révolutionnaires. C'est pourquoi il se montra féroce devant l'excuse de prétendues conditions nationales particulières brandies pour demander des exemptions aux conditions.

Un article d'*Il Soviet* (3), organe de la Fraction de la Gauche communiste d'Italie, consacré à la préparation du Congrès de Tours, relevait ainsi ironiquement que dans tous les pays les courants opportunistes invoquaient les mêmes conditions particulières !

A propos de l'Internationale, l'article écrivait : « *Pour l'instant elle n'a tracé que des directives de caractère général sur les différentes questions, en commençant par établir de quelle manière doivent s'organiser et se forger ses différents éléments qui doivent guider l'action révolutionnaire du prolétariat, c'est-à-dire les différents partis communistes. Nous espérons que ce premier pas sera bientôt suivi d'un second: celui de l'unification au prochain Congrès des différents partis en un seul parti ayant un seul programme, une seule carte, de façon à donner à chaque membre, même par ses formes extérieures, la sensation matérielle qu'il fait partie d'un seul organisme, auquel il est lié par les exigences programmatiques et disciplinaires les plus étroites et les plus rigoureuses* [souligné par nous-NdIR] ».

Cette perspective d'un véritable **parti communiste international** unitaire n'était évidemment pas partagée par ceux qui invoquaient des circonstances nationales particulières pour ne pas respecter les conditions d'admission – précurseurs des « voies nationales au socialisme » théorisées par le stalinisme pour enterrer la perspective révolutionnaire de classe :

« *Ces camarades français, si semblables à certains de nos camarades italiens, candidats opportunistes à la IIIe Internationale, c'est-à-dire les opportunistes de la pire espèce, habitués aux partis-auberges espagnoles, où il y a de la place pour toutes sortes de gens, voudraient continuer le même jeu avec la IIIe Internationale(..). Qu'ils s'en aillent donc ailleurs. La IIIe Internationale n'a pas besoin d'eux.* »

Si beaucoup de ces éléments retournèrent comme Frossard à la « *vieille maison* » (comme disait Léon Blum en appelant à ce retour) social-démocrate, d'autres restèrent comme Cachin dans le nouveau parti et l'Internationale en

voie de dégénérescence où ils se firent les champions du stalinisme. Mais tous à leur façon trahirent les espoirs des milliers de prolétaires qui avaient vu dans la scission de Tours, avec la fondation du véritable parti de classe, l'aube d'un jour nouveau pour leur lutte d'émancipation ; ils avaient participé avec enthousiasme aux actions contre l'impérialisme (luttés contre l'occupation de la Ruhr par l'armée française ou contre la guerre du Rif) ou contre les patrons, seulement pour constater la passivité ou l'insuffisance de la direction du parti, avant que ce dernier, renouant avec la social-démocratie au nom du front populaire et de la lutte antifasciste ne retombe dans la collaboration des classes au niveau le plus élevé et ne les conduise vers une nouvelle boucherie impérialiste.

Poussée par l'urgence, l'IC avait cru en la possibilité de créer rapidement de grands partis communistes de masse.

Elle courut le risque de les constituer sur des bases politiques incertaines sinon pourries. Elle joua le tout pour le tout en misant sur l'amplification d'une vague de révoltes sociales déjà en reflux. Elle perdit tout : les batailles engagées, la masse, le programme du parti. Elle se perdit elle-même dans un opportunisme croissant qui devait la conduire à son auto-liquidation formelle au cours de la seconde guerre mondiale.

Les leçons à tirer de cette désastreuse expérience sont parfaitement claires à la lumière de l'exemple typique de manœuvre opportuniste que constitue le Congrès de Tours : on ne force pas les situations historiques, on ne construit pas un parti révolutionnaire sous l'égide de politiciens opportunistes, on n'affaiblit pas le programme prolétarien payé par de longues décennies d'épreuves sanglantes pour des raisons contingentes, on n'installe pas les principes communistes d'or-

Thèses de Lyon

Nous publions ci-dessous quelques extraits du projet de thèses présenté par la Gauche au IIIe Congrès du PC d'Italie, tenu à Lyon à cause de la victoire du fascisme en Italie. Dans ces thèses notre courant tirait les enseignements non nationaux de la période écoulée et de la crise du mouvement communiste; 1926 fut la dernière année où la Gauche put s'exprimer dans des assises de l'Internationale communiste en voie de stalinisation complète. En Italie ce fut le courant gramsciste qui se fit le fourrier de la victoire de la contre-révolution après avoir mené une lutte fractionnelle contre la Gauche, présentant un programme purement national, transformant le parti en Parti communiste italien. En France la même évolution eut lieu, mais contre une résistance beaucoup plus faible d'une opposition confuse dont les meilleurs éléments ne purent dépasser le syndicalisme révolutionnaire dont ils venaient, et qui n'avait pas surmonté les ambiguïtés du Congrès de Tours.

Le texte complet des Thèses se trouve dans le recueil « Défense de la continuité... », Textes du PCInt n°7

1. PRINCIPES DU COMMUNISME

Les principes doctrinaux du parti communiste sont ceux du marxisme que la lutte contre les déviations opportunistes a permis de restaurer et de mettre à la base de la IIIe Internationale: le matérialisme dialectique comme conception du monde et de l'histoire humaine; les doctrines économiques fondamentales du «Capital» de Marx comme méthode d'interprétation de l'économie capitaliste actuelle; les formulations programmatiques du «Manifeste Communiste» comme schéma historique et politique de l'émancipation de la classe ouvrière mondiale. La grandiose expérience victorieuse de la révolution russe et l'œuvre de son chef Lénine, maître du communisme international, constituent la confirmation, la restauration et le développement conséquent de ce système de principes et de méthodes. Celui qui en rejette même une seule partie n'est pas communiste et ne peut donc militer

dans les rangs de l'Internationale.

En conséquence, le parti repousse et condamne les doctrines de la classe dominante, les théories spiritualistes et religieuses - idéalistes en philosophie et réactionnaires en politique - comme les théories positivistes des libres penseurs de type voltairien - maçonniques, anticléricales et démocratiques dans le domaine politique.

Il condamne de même les écoles politiques ayant une certaine audience dans la classe ouvrière: le réformisme social-démocratique, qui envisage une évolution pacifique, sans lutte armée, du pouvoir capitaliste au pouvoir ouvrier et préconise la collaboration des classes; le syndicalisme, qui déprécie l'action politique de la classe ouvrière et rejette la nécessité du parti comme organe révolutionnaire suprême; l'anarchisme, qui nie la nécessité historique de l'État et de la dictature prolétarienne pour transformer l'organisation sociale et supprimer la division de la société en

ganisation à l'aide de pures formules statutaires, à plus forte raison lorsqu'on en confie la réalisation aux renégats avérés du socialisme.

Le parti de classe avorté il y a un siècle devra renaître dans toute sa puissance en faisant siennes ses amères leçons.

C'est dans cette perspective que nous appelons les militants et les prolétaires d'avant-garde à travailler, encore à contre-courant sans aucun doute, pour éviter que le prolétariat n'arrive désarmé au rendez-vous historique, avec la certitude que les contradictions explosives du capitalisme rapprochent inexorablement l'heure des grands affrontements de classes.

(1) On peut lire in extenso le discours de Frossard sur le site de la Bibliothèque Nationale, gallica.fr

(2) Amadeo Bordiga a rapporté le

bon mot qui courait alors au Congrès de Moscou: «*Frossard a été froissé !*»: il l'avait été par un discours de Lénine. Démissionnaire de la direction du PCF et du parti en janvier 1923, Frossard retourna au PS quelques années plus tard, avant de le quitter pour devenir ministre du travail dans un gouvernement réactionnaire de Daladier en 1935, et dans divers autres gouvernements par la suite. Il termina sa carrière politique au service de Pétain.

Quant à Cachin il versa à Moscou des larmes à la tribune pour se faire pardonner son social-chauvinisme. Outre son action en France en faveur de l'union sacrée, il avait pris part à des initiatives internationales de l'impérialisme tricolore: remise à Mussolini des subsides de l'Etat français pour financer ses activités après son exclusion du PS italien, participation à une délégation officielle venue en Russie après la révolution de février 1917 pour soutenir les

partisans de la guerre et combattre l'influence bolchevique, etc. Figure emblématique du stalinisme français chauvin et anticommuniste, il resta directeur de l'*Humanité*, le quotidien central du PCF, jusqu'à sa mort en 1958.

(3) cf. Ludovico Tarsia, « Les socialistes français et la Troisième Internationale », *Il Soviet* n°32, 23/12/1920. S'inquiétant des « exceptions » aux conditions d'admission consenties par Zinoviev à la demande de certains dirigeants socialistes français, l'article disait: « *Le camarade Lénine nous a appris que le camarade Zinoviev avait quelque peu hésité en une heure historique très grave. Nous ne voudrions pas que celui-ci retombe à nouveau aujourd'hui dans quelque faiblesse, et pour la corriger nous faisons appel à l'inexorable intransigeance du camarade Lénine, qui a été l'admirable force du parti dans les moments suprêmes* ».

classes.

Le parti communiste combat également les multiples manifestations de ce révolutionnarisme bâtard que l'on désigne par le terme désormais bien connu de « centrisme », et qui tendent à faire survivre ces positions erronées en les combinant à des thèses apparemment communistes.

2. NATURE DU PARTI

Le processus historique d'émancipation du prolétariat et d'établissement d'un nouvel ordre social découle de l'existence de la lutte des classes. Toute lutte de classe est une lutte politique, c'est-à-dire qu'elle tend à se transformer en une lutte pour la conquête du pouvoir politique et pour la direction d'un nouvel organisme étatique. Par conséquence, l'organe qui conduit la lutte de classe à sa victoire finale est le parti politique de classe, seul instrument possible d'insurrection révolutionnaire d'abord, et de gouvernement ensuite. Ces affirmations élémentaires et géniales de Marx, que Lénine a pleinement remises en lumière, conduisent à définir le parti comme une organisation de tous ceux qui adhèrent au système d'opinions résumant la tâche historique de la classe révolutionnaire et qui sont décidés à agir pour la victoire de celle-ci.

Grâce au parti, la classe ouvrière parvient à la connaissance de la voie qu'elle doit parcourir et à la volonté de le faire; historiquement, le parti représente donc la classe dans les phases successives de la lutte, tout en n'en regroupant qu'une partie plus ou moins grande. Tel est le sens de la définition que Lénine a donnée du parti au IIe Congrès mondial.

Cette conception de Marx et de Lénine s'oppose à la conception typiquement opportuniste du parti travailliste ou ouvrieriste dont tous les individus de condition prolétarienne sont membres de droit.

Un tel parti paraît plus fort numériquement, mais il est évident que les influences contre-révolutionnaires de la classe dominante peuvent et doivent même y prévaloir dans certaines situations, cette classe y étant représentée par la dictature d'organiseurs et de chefs qui peuvent provenir individuellement aussi bien du prolétariat que d'autres classes.

C'est pourquoi Marx et Lénine ont combattu cette fatale erreur théorique, et n'ont pas hésité en pratique à rompre la fausse unité prolétarienne afin que, même pendant les éclipses de l'activité sociale du prolétariat, et même au moyen de petits groupes politiques adhérant au programme révolutionnaire, la continuité de la fonction politique du parti, qui est de préparer le prolétariat à ses tâches successives, soit assurée. Telle est la seule voie possible pour réaliser dans l'avenir la concentration de la plus grande partie possible des travailleurs sous la direction et la bannière d'un parti communiste capable de se battre et de vaincre.

Une organisation immédiate de tous ceux qui, économiquement parlant, sont des ouvriers, ne peut assumer des tâches politiques, et donc révolutionnaires, car les différents groupes professionnels ou locaux ne sont poussés à l'action que d'une manière limitée, pour satisfaire des exigences partielles déterminées par les conséquences directes de l'exploitation capitaliste. Seule l'intervention à la tête de la classe ouvrière d'un parti politique, défini par l'adhé-

sion politique de ses membres, peut réaliser progressivement la synthèse de ces impulsions particulières en une vision et une action communes qui permettent aux individus et aux groupes de dépasser tout particularisme en acceptant des difficultés et des sacrifices pour le triomphe général et final de la cause de la classe ouvrière. La définition du parti comme parti de la classe ouvrière n'a pas, chez Marx et Lénine, un sens grossièrement statistique ou constitutionnel; elle est liée au contraire aux fins historiques du prolétariat.

Toute conception des problèmes d'organisation interne retombant dans l'erreur de la vision travailliste du parti révèle une grave déviation théorique en ce sens qu'elle substitue un point de vue démocratique au point de vue révolutionnaire, et donne plus d'importance à des projets utopiques d'organisation qu'à la réalité dialectique du conflit des deux classes opposées. Elle comporte le danger d'une rechute dans l'opportunisme.

Quant aux dangers de dégénérescence du mouvement révolutionnaire, ils ne peuvent être éliminés par aucune formule d'organisation, parce qu'il n'en existe pas qui puisse assurer la continuité nécessaire à l'orientation politique des chefs et des simples militants. La formule selon laquelle seul le travailleur authentique peut être communiste permet d'autant moins de les supprimer qu'elle est infirmée par l'immense majorité des exemples relatifs aux individus et aux partis que notre expérience nous a fournis. La garantie contre la dégénérescence doit être cherchée ailleurs, si l'on ne veut pas contredire ce postulat marxiste fondamental qui résume toute

(Suite en page 12)

Thèses de Lyon

(Suite de la page 11)

la conquête réalisée par le socialisme scientifique par rapport aux premiers balbutiements du socialisme utopique: **la révolution n'est pas une question de forme d'organisation.**

C'est en partant de cette conception de la nature du parti de classe que nous résoudrons les questions actuelles d'organisation interne de l'Internationale et du parti.

3. ACTION ET TACTIQUE DU PARTI

(...) En définissant la tactique générale du parti conformément à sa nature, le marxisme se distingue à la fois des élucubrations abstraites des doctrinaires qui fuient la réalité de la lutte de classe et négligent l'activité concrète; de l'esthétisme sentimental qui voudrait créer de nouvelles situations et de nouveaux mouvements historiques grâce aux gestes bruyants ou héroïques de minorités exiguës; de l'opportunisme qui oublie le lien avec les principes, c'est-à-dire avec les objectifs généraux du mouvement, et qui, visant seulement au succès immédiat et apparent, ne s'agite jamais que pour des revendications limitées et isolées sans se préoccuper de savoir si elles n'entrent pas en contradiction avec les nécessités de la préparation de la classe ouvrière à ses conquêtes suprêmes.

La politique anarchiste combine la stérilité doctrinale incapable de comprendre les étapes dialectiques de l'évolution historique réelle avec l'illusion volontariste qui s'imagine pouvoir hâter les processus sociaux par la vertu de l'exemple et du sacrifice d'un ou de plusieurs individus.

La politique social-démocratique, elle, juxtapose une fausse interprétation fataliste du marxisme à un pragmatisme volontariste. On déclare d'un côté que la révolution mûrira lentement, d'elle-même, sans que l'intervention volontaire d'une insurrection prolétarienne soit nécessaire; de l'autre, faute de savoir renoncer aux effets immédiats des efforts quotidiens, on se contente de lutter pour des revendications intéressantes en apparence seulement certains groupes de la classe ouvrière, mais qui, une fois satisfaites, font le jeu de la conservation sociale au lieu d'aider à la préparation de la victoire prolétarienne: réformes, concessions, avantages partiels, économiques et politiques, obtenus du patronat et de l'État bourgeois.

L'introduction artificielle dans le mouvement de classe des postulats théoriques de la philosophie volontariste et pragmatiste «moderne» (Berg-

son, Gentile, Croce), à base idéaliste, ne fait que préparer l'affirmation opportuniste de nouvelles phases réformistes, et ne saurait en tout cas passer pour une réaction contre le réformisme sous prétexte que celui-ci manifeste certaines sympathies extérieures pour le positivisme bourgeois.

L'activité du parti ne peut ni ne doit se limiter à maintenir la pureté des principes théoriques et de l'organisation, non plus qu'à obtenir à tout prix des succès immédiats ou une grande popularité. Toujours et dans toutes les situations, elle doit se développer simultanément dans ces trois directions:

a) Défendre et préciser en fonction des faits nouveaux qui se produisent les postulats fondamentaux du programme, c'est-à-dire la conscience théorique du mouvement de la classe ouvrière;

b) Assurer la continuité de l'organisation du parti et son efficacité, et la protéger des influences extérieures contraires à l'intérêt révolutionnaire du prolétariat;

c) Participer activement à toutes les luttes de la classe ouvrière, même suscitées par des intérêts partiels et limités, pour encourager leur développement, mais en les reliant constamment aux buts finaux révolutionnaires, en présentant les conquêtes de la lutte de classe comme des voies d'accès aux luttes futures indispensables, en dénonçant le danger de se replier sur des réalisations partielles comme si elles étaient des fins en elles-mêmes, et de leur sacrifier ces conditions de l'activité et de la combativité de classe du prolétariat que sont l'autonomie et l'indépendance de son idéologie et de ses organisations, au premier rang desquelles se trouve le parti.

Le but suprême de cette activité complexe du parti est de réaliser les **conditions subjectives** de la préparation du prolétariat: il s'agit de le mettre en mesure de profiter des possibilités révolutionnaires objectives que fournira l'histoire, dès qu'elles apparaîtront, de manière à vaincre au lieu d'être vaincu.

C'est de tout cela qu'il faut partir pour résoudre les problèmes posés par les rapports entre le parti et les masses prolétariennes, entre le parti et les autres partis politiques, entre le prolétariat et les autres classes sociales.

On doit tenir pour fausse la formulation tactique suivante: tout véritable parti communiste doit savoir être un parti de masses dans n'importe quelle situation, c'est-à-dire posséder toujours une organisation très nombreuse et une très large influence sur le prolétariat, et pour le moins assez nombreuse et assez large pour dépasser celles des autres partis soi-disant ouvriers.

Cette formulation est une caricature de la thèse de Lénine qui, en 1921, lançait ce mot d'ordre pratique et contingent tout à fait juste: pour conquérir le

pouvoir il ne suffit pas d'avoir formé de «véritables» partis communistes et de les lancer dans une offensive insurrectionnelle, il faut encore avoir des partis numériquement puissants et ayant acquis une influence prédominante sur le prolétariat. Cela revient à dire que dans la phase qui précède la conquête du pouvoir, le parti doit avoir les masses avec lui, qu'il doit avant tout conquérir les masses.

Dans une telle formulation, seule est dangereuse en un certain sens l'expression de majorité des masses, car elle expose et a exposé les «léninistes de la lettre» au danger d'interprétations théoriques et tactiques social-démocrates: faute de préciser en effet si cette majorité doit être mesurée dans les partis, dans les syndicats ou dans d'autres organisations, on ouvre la voie - tout en exprimant une idée parfaitement juste, propre à éviter le déclenchement d'actions «désespérées» avec des forces insuffisantes dans des périodes défavorables - à la temporisation dans des périodes où l'action est possible et nécessaire, et où il faut faire preuve d'une résolution et d'une initiative vraiment «léninistes».

Mais cette formule selon laquelle le parti doit avoir les masses avec lui à la veille de la lutte pour le pouvoir est devenue, dans la grossière interprétation des pseudo-léninistes d'aujourd'hui quand ils affirment que le parti doit être un parti de masse «dans n'importe quelle situation», une formule typiquement opportuniste. Il y a des situations objectives dans lesquelles les rapports des forces sont défavorables à la révolution, bien qu'elles puissent en être moins éloignées dans le temps que d'autres, puisque l'histoire évolue à des vitesses très différentes, comme l'enseigne le marxisme.

Dans de telles situations, vouloir à tout prix être des partis de masse, des partis majoritaires, vouloir à toute force exercer une influence politique prédominante, ne peut que conduire à renoncer aux principes et aux méthodes communistes en faisant une politique social-démocratique et petite-bourgeoise.

On doit dire ouvertement que dans certaines situations passées, présentes et à venir, le prolétariat a été, est et sera nécessairement en majorité sur une position non révolutionnaire - position d'inertie ou de collaboration avec l'ennemi selon les cas -, mais que malgré tout, le prolétariat reste partout et toujours la classe potentiellement révolutionnaire et dépositaire des possibilités d'insurrection, dans la mesure où existe en son sein le parti communiste et où, sans jamais renoncer à aucune possibilité de s'affirmer et de se manifester de façon cohérente, ce parti sait éviter les voies qui semblent plus faciles pour conquérir une popularité im-

médiate, mais qui le détourneraient de sa tâche, enlevant au prolétariat le point d'appui indispensable à sa reprise révolutionnaire.

C'est sur ce terrain marxiste et dialectique, jamais sur le terrain esthétique et sentimental, que doit être repoussée la stupide formule opportuniste disant qu'un parti communiste est libre d'adopter tous les moyens et toutes les méthodes. En assurant que c'est précisément parce qu'il est communiste, c'est-à-dire

sain dans ses principes et son organisation, que le parti peut se permettre les manœuvres politiques les plus acrobatiques, on oublie que pour nous le parti est en même temps un **facteur** et un **produit** du développement historique, et que face aux forces de ce dernier le prolétariat se comporte comme un matériau encore plus plastique.

Ce ne sont pas les justifications tortueuses que les chefs du parti avanceront pour expliquer certaines «manœu-

vres» qui l'influenceront, mais bien des effets réels, qu'il faut savoir prévoir en utilisant surtout l'expérience des erreurs passées.

C'est uniquement par une action correcte dans le domaine tactique et en s'interdisant les chemins de traverse grâce à des normes d'action précises et respectées que le parti se préservera des dégénérescences, et jamais simplement par des credo théoriques et par des sanctions organisationnelles.

Troupes Marocaines, hors du Sahara Occidental !

(Suite de la page 8)

à aucun moment, alors qu'une véritable campagne se développe pour remplacer la population d'origine par des émigrants marocains que le régime du royaume utilise comme fer de lance de sa politique impérialiste dans la région, imposant avec eux l'abandon de la langue hassanienne (un dialecte de l'arabe parlé par les sahraouis) qui est remplacée par les variantes dialectales de l'arabe parlées dans le nord du pays.

L'ONU elle-même, qui maintient une force militaire au Sahara Occidental (la MINURSO ou Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara Occidental), considère cette région comme l'une des dernières colonies existantes au monde ce qui, en dehors de la portée juridique de cette déclaration implique la reconnaissance du fait que la puissance dominante, le Maroc, opprime la population sahraouie de toutes les manières. Bien entendu, la reconnaissance par l'ONU de cette situation ne a pas plus loin: ses forces militaires n'ont pas levé le petit doigt pour empêcher l'armée et la police marocaines, aidées par des bandes de civils armés, de faire régner périodiquement la terreur dans les rues des villes et villages de la région.

L'intérêt des puissances impérialistes pour la région est évident: d'une part, tous les pays qui d'une manière ou d'une autre ont participé à la colonisation de l'Afrique du Nord (principalement la France et l'Espagne, mais aussi l'Angleterre) ont des intérêts commerciaux dans la région et au Maroc, leur principal allié. En outre, le royaume marocain lui-même agit comme un frein pour contrôler l'émigration qui transite par la route du détroit de Gibraltar et des îles Canaries vers l'Europe, utilisant toute sa force policière et militaire pour réprimer les migrants fuyant la pauvreté dans leurs pays d'origine.

Enfin, d'autres grandes puissances impérialistes, notamment les États-Unis, maintiennent des investissements considérables dans la région, mettant notamment dans le secteur pétrolier; ils

ont besoin d'un État fort au Maroc pour défendre leurs intérêts économiques, politiques et militaires dans la région troublée de l'Afrique du Nord.

Dans ce cadre, l'ONU se contente de sanctionner, au nom de la légalité internationale, une situation que personne, sauf les Sahraouis, n'a intérêt à changer: en réclamant périodiquement la solution d'un conflit auquel elle consent quotidiennement, elle permet fait les exactions marocaines.

Actuellement, une bonne partie de la population sahraouie vit dans des camps de réfugiés: entre 125 000 et 165 000 personnes vivent dans les wilayas de l'est de l'Algérie depuis 1975. La situation dans ces camps est terrible; la population dépend absolument pour tout de l'aide qu'elle reçoit des organisations non gouvernementales; sans accès direct aux produits de première nécessité, elle connaît des taux de mortalité élevés même pour l'Afrique, etc. Il n'est pas surprenant que, comme le prétendent certaines sources, une grande partie de la population de ces camps ait rejoint l'APLS ces derniers jours. En fait, il est très probable que l'une des principales raisons de cette réouverture des hostilités par le Front Polisario ait été la pression croissante exercée par les jeunes des camps pour ne reprise de la guerre face à une situation qui est devenue insoutenable.

Les masses sahraouies déshéritées ne sont pas seulement confrontées à l'armée marocaine. Elles ont face à elles tout un réseau d'intérêts auquel participent les principales puissances impérialistes mondiales pour maintenir le statu quo existant dans la région. Et elles ont très peu d'alliés. Leurs «amis» traditionnels hors des frontières marocaines ont été l'Algérie et les organisations politiques de la gauche espagnole. Concernant la première, il n'y a pas besoin d'une grande analyse: elle utilise les sahraouis comme moyen de pression sur le gouvernement marocain, en leur permettant en contrepartie de survivre dans des camps misérables depuis 40 ans. Pour l'État algérien, la situation

du peuple sahraoui est, exactement la même que pour la France ou l'Espagne, un pion interchangeable dans le jeu diplomatique international.

En ce qui concerne les forces politiques de la gauche espagnole, elles ont exprimé pendant des décennies une «solidarité» avec le peuple sahraoui, apportant une aide économique, revendiquant sa cause comme la leur, etc. Mais en réalité, cette aide a toujours été empoisonnée. Le soutien politique et économique au Front Polisario en tant que représentant de la République Arabe Sahraouie Démocratique a toujours impliqué un soutien ouvert à la situation créée par les accords de paix de 1991. Le Front Polisario a été le principal défenseur d'une politique de pacification qui n'a fait qu'apporter misère et mort aux sahraouis. Le soutien à ce parti impliquait le soutien à cette politique, le soutien à la pression exercée par les Nations unies, l'Espagne et la France pour que les sahraouis abandonnent leur lutte en faveur d'une médiation internationale qui, comme on le voit aujourd'hui, n'est jamais venue. Le folklore, les slogans du «Sahara libre», etc. tant aimés par le PSOE, le PCE, etc. ont conduit en fait à la défense d'une situation dommageable pour les populations sahraouis; mais ces partis préféreraient les maintenir dans cette situation plutôt que de raviver le feu d'un combat qui n'intéressait vraiment personne.

Nous voyons aujourd'hui comment le gouvernement espagnol, dirigé par les partis de gauche PSOE et PODEMOS, les premiers, alliés du Front Polisario dans l'Internationale Socialiste, les seconds défenseurs fidèles jusqu'au jour de leur entrée dans le gouvernement de la lutte du peuple sahraoui, détourne les yeux: il laisse le Maroc frapper à nouveau aussi fort qu'il le veut contre les Sahraouis. Depuis que les affrontements ont commencé, le gouvernement PSOE et PODEMOS n'a fait allusion à la situation au Sahara que... pour condamner la présence du drapeau du Front Polisario lors d'une manifestation devant un consulat du Maghreb à Valencia! De son côté, le dirigeant de PODEMOS Pablo Iglesias, déjà bien rôdé aux usages de la

(Suite en page 14)

Élections parlementaires au Venezuela Gigantesque victoire du chavisme ? Non, méfiance dévastatrice du prolétariat !

Les élections législatives de début décembre devaient être un moment politique important au Venezuela; le «chavisme» (du nom de l'ancien président, le démagogue Hugo Chavez, idole de la gauche petite-bourgeoise internationale) entendait y trouver une légitimation en reconquérant l'Assemblée nationale qui était aux mains de l'opposition de droite et dont le président Guaidó s'était auto-proclamé Président de la République. Il faut dire que Guaidó jouit du soutien appuyé des Etats-Unis et de la plupart des impérialismes occidentaux dont la France, l'Italie étant l'exception, tandis que le gouvernement chaviste de Maduro peut compter sur l'appui de la Russie et de la Chine; les énormes réserves pétrolières du Venezuela, encore largement inexploitées, ne sont pas étrangères à ces alignements. Guaidó et ses partisans avaient décidé de boycotter les élections, sans doute sur les conseils des Américains. Les Chavistes ont pu ainsi claronner leur «gigantesque victoire» électorale.

S'il s'agissait d'une victoire, ce serait la victoire – à la Pyrrhus - non seulement de Maduro mais de l'ordre bourgeois qu'il représente et qui a toujours régné au Venezuela, peu importe le nom donné depuis vingt ans à l'exploitation capitaliste bestiale du prolétariat au Venezuela.

Près de 21 millions d'électeurs potentiels, plus d'un millier d'observateurs, nationaux et « amis » étrangers du Venezuela tels que l'ancien président espagnol Zapatero – Bruxelles, Washington et Lima ont jugé ces élections invalides voire frauduleuses (avant même les résultats ...), et n'ont envoyé aucun représentant – , tout a été organisé pour les élections législatives du 6/12, dont les résultats devaient désigner les 277 nouveaux parlementaires

de l'Assemblée nationale. Jusqu'ici tout est normal, la rue est calme, il n'y a pas d'incidents, l'opium démocratique a pu se propager sans accroc majeur.

Vers 1h30 du matin du lendemain des élections, le premier communiqué est annoncé sur la base du dépouillement des 6 premiers millions de suffrages, selon les chiffres officiels, soit 31% du total des électeurs potentiels (selon Guaidó seulement 7% des électeurs sont allés voter, d'autres porte-paroles parlent de 21%). L'abstention, c'est sûr, a été massive, quasi 70%. Ce premier communiqué donnera les pourcentages sans que le décompte des bulletins restants n'y apporte de changement significatif. L'opposition de droite (Alliance pour le Changement) remporte un sixième des voix (17,52%, près d'un million de voix)

, l'extrême droite (Justice d'abord, Volonté Populaire) 4,15% des voix et les deux tiers restants (67%, soit 3,5 millions de voix) vont aux représentants du PPT-PSUV, le soi-disant « Grand Pôle patriotique » ou Alliance bolivarienne.

Ces élections parlementaires se sont déroulées au Venezuela dans un contexte de nombreux et intenses problèmes sociaux et politiques : pandémie, sanctions économiques de la part des États Unis, crise économique dévastatrice, pauvreté croissante, pénuries, premiers heurts au sein du parti au pouvoir avec le départ du PCV et d'autres petits groupes politiques réformistes de gauche, en l'occurrence Tupamaro et Marea Socialista - Aporrea.org, qui ensemble avec d'autres petites organisations minoritaires obtiennent un petit 2,7% des suffrages exprimés.

LE PRÉSIDENT AUTOPROCLAMÉ GUAIDÓ, SA CONSULTATION ET SON BOYCOTT

Guaidó et les politiciens extrémistes anti-chavistes avaient perdu la capacité de mobilisation qu'ils avaient il y a des années, leur appel au boycott des élections législatives était donc la seule alternative honorable qu'il leur restait, mais pas avant d'avoir consulté les huiles impérialistes dirigées par le encore président Trump. D'autre part, la Banque d'Angleterre prévoit d'octroyer les 1100 millions de dollars en or déposés par Chávez dans ses coffres, à la cause de Guaidó et de ses partisans – signe plus qu'évident que les impérialismes occidentaux continuent de soutenir leur protégé président autoproclamé. Ce der-

Troupes Marocaines ...

(Suite de la page 13)

diplomatie, s'est borné à demander sur les réseaux sociaux le respect des résolutions des Nations Unies, ces mêmes résolutions qui permettent l'existence de prisons «noires» (secrètes) où des militants sahraouis ont été torturés pendant des décennies. Les intérêts de la bourgeoisie espagnole au Sahara et au Maroc sont sans nul doute bien représentés par «le gouvernement le plus progressiste de l'histoire» !

Le seul allié sur lequel le peuple sahraoui opprimé pourrait vraiment compter est le prolétariat des grandes métropoles impliquées dans l'oppression du Sahara. Car seule la classe prolétarienne a un intérêt direct à la liquidation de la situation de dépendance coloniale subie par les masses populaires sahraouis : leurs propres bourgeoisies, française, espagnole ou nord-américai-

ne, subiraient en effet un coup sévère avec la rupture de «l'équilibre» impérialiste dans la région. En particulier l'Espagne a un grand besoin du Maroc pour importer des matières premières (poissons, phosphates, ciment, etc.) et maintenir le contrôle de l'immigration. Quant à la France, toujours le premier « partenaire économique » du Maroc et le premier investisseur étranger, elle a des intérêts économiques importants à y défendre.

Le peuple sahraoui pourra-t-il se libérer de l'oppression coloniale marocaine grâce à la guerre que le Front Polisario veut reprendre contre le Maroc? – c'est bien improbable.

Le Front Polisario a en effet déjà amplement démontré qu'il n'est pas une force nationale-révolutionnaire; il essaie, comme il l'a fait dans le passé, d'obliger par la guerre le Maroc à négocier pour obtenir un territoire économique sur lequel développer son propre pouvoir bourgeois et avoir enfin une petite «nation» avec ses frontières res-

pectées et avec un prolétariat à exploiter directement. Mais ses chances de succès ont disparu dès 1976, lorsque le Maroc a occupé le territoire de la République Démocratique du Sahara Occidental récemment déclarée, qui n'a pu ainsi exercer aucun pouvoir indépendant après que l'Espagne ait abandonné son ancienne colonie et bien que l'ONU ait reconnu sa légalité.

Le petit peuple sahraoui a été contraint de vivre sous la botte de l'Espagne, puis sous celle du Maroc, avec l'approbation des puissances impérialistes intéressées par les ressources minières de la région (en particulier les phosphates, dont le Maroc grâce à l'occupation du Sahara Occidental, est l'un des principaux producteurs mondiaux) et par le maintien d'un ordre régional dont le Maroc est l'un des piliers.

C'est contre cette oppression que les Sahraouis se sont révoltés plus d'une fois en revendiquant leur autodétermination ; mais les circonstances historiques ne leur ont pas été favorables,

nier appelle à une « consultation démocratique » par voie électronique dans les prochains jours. Mais si Guaidó dénonce les élections chavistes comme une farce, sa « consultation » via Telegram (1) est une farce au carré !

Il est évident qu'on ne peut attribuer l'abstention massive aux appels de Guaidó au boycott des élections, sous le prétexte que « les élections de Maduro manquent de garanties et de conditions favorables » (Cf *El Carabobeño*). L'analyste politique d'opposition Vicente León, président de l'institut de sondage Datanalisis, reconnaît que l'abstention est davantage la conséquence d'une « méfiance accrue à l'égard des politiques » que des appels au boycott lancés par l'opposition. Le journal *Libération* citait cette phrase d'un habitant de Caracas: « *Le seul fait d'arme de l'opposition c'est de nous avoir fait crever de faim !* » (2), en faisant référence à l'impact, sur la vie de la grande majorité, des appels extrémistes de l'opposition à imposer encore plus de sanctions économiques de la part de l'impérialisme occidental aux Vénézuéliens. De fait, la grande majorité a exprimé un grand désintérêt à l'égard des élections et une grande méfiance envers les politiques chavistes ou de droite. Cela explique en partie la sortie du PCV et compagnie du groupe chaviste : quand le navire commence à couler ...

**« IL N'Y A PERSONNE DANS
LES BUREAUX DE VOTE
PARCE QUE LES GENS VOTENT
ET S'EN VONT »**

Les images des bureaux de vote

quasi vides que tout le monde a vues dans les médias ont montré en partie le faible afflux d'électeurs. Cela n'a pas empêché que l'épouse du président du Venezuela, Cilia Flores, donne l'explication suivante: « *(le vote) est si rapide que les gens votent et s'en vont (?); cela ne donne pas l'occasion aux gens de s'agglomérer, ce qui est très positif par rapport aux mesures de « biosécurité »; comme nous sommes au milieu d'une pandémie, cette rapidité est très positive ... on vote et on rentre chez soi pour attendre les résultats, c'est pourquoi le processus se passe à merveille* »... L'abstention pure et dure a été trop élevée pour qu'il soit possible de légiférer à merveille et dans la sérénité au cours des 5 prochaines années, encore plus avec une telle explication de la réalité.

Les chavistes ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour dramatiser l'enjeu, ce sont eux qui ont voulu transformer ces élections en une opportunité de présidentielles anticipées. Par exemple, Maduro a déclaré qu'il était prêt à quitter le pouvoir si les chavistes perdaient. Les attentes étaient donc trop élevées pour qu'il soit possible de nier l'importance qu'ils attribuaient à cette élection. Mais ils voient à présent que la réalité est tout autre. D'un côté, ils disent que c'est une victoire gigantesque (Maduro, Cabello, Rodríguez dixit), et de l'autre, ils affirment qu'il y a eu beaucoup d'abstention parce que les gens n'ont jamais été motivés par ce type d'élections et ils relativisent en citant d'autres pays avec les mêmes pourcentages de participation. Mais de cette façon, ils reconnaissent sans s'en rendre compte que cette « victoire »

n'en est pas une !

La première conclusion à tirer est que les prolétaires commencent à tourner le dos aux mystifications électtorales et démocratiques; la « gigantesque victoire » de Maduro et de l'ordre bourgeois n'est que temporaire; les prolétaires ont compris instinctivement que la voie électtorale et démocratique est une impasse, il ne manque plus qu'ils se rendent compte que la seule issue réaliste, non illusoire, est celle de la lutte classe contre classe, contre le système capitaliste, son État, ses politiciens de droite et de gauche et tous ses serviteurs. Aussi difficile qu'elle soit, la réalité montre que dans la situation actuelle, une bonne partie des exploités et des opprimés ne croit plus à la voie électtorale. Ils ne croient pas encore en la voie de la lutte des classes, mais ils sont objectivement en condition de prendre le chemin qui les y conduit, bien que ce résultat ne sera ni automatique ni spontané.

Ces élections ne changeront rien à la situation critique vécue par les prolétaires et les masses populaires au Venezuela. Les chiffres montrent que le chômage, au-delà des statistiques officielles que le gouvernement a cessé de publier depuis 2013 (!), continue de galoper (3), encore plus avec la pandémie déclenchée par la covid-19; que le salaire (0,9 €) n'est plus un salaire (4), mais une aumône attribuée par l'État à la population; que le taux d'inflation annuel reste stratosphérique (5); que la pauvreté atteint des niveaux alarmants (6); que la diminution terrifiante de la pro-

(Suite en page 16)

comme elles ne l'ont pas été pour des peuples beaucoup plus nombreux, comme les Palestiniens ou les Kurdes.

Le peuple sahraoui doit faire face à des forces beaucoup plus puissantes déterminées à le maintenir opprimé, au-delà de la reconnaissance hypocrite du «droit à l'autodétermination» et d'une organisation armée, le Polisario, qui veut l'émanciper de l'oppression étrangère seulement pour la remplacer par l'oppression nationale bourgeoise.

La seule perspective qui peut conduire à la fin de l'oppression du peuple sahraoui est une perspective beaucoup plus large que simplement « nationale »: c'est la perspective dans laquelle s'insère la lutte de classe du prolétariat, non seulement du prolétariat sahraoui, mais des prolétaires marocains, mauritaniens et algériens, qui sont ses voisins, et des prolétaires espagnols qui ont aussi le devoir de classe de lutter contre l'oppression du peuple sahraoui et pour son «autodétermination»: en effet leur bourgeoisie, depuis les palais de Madrid, a

pendant longtemps exercé cette oppression directement, en l'utilisant pour acheter les couches supérieures du prolétariat espagnol et les rendre complices de ses agissements, tandis que depuis des décennies il l'utilise indirectement à travers l'oppression exercée par Rabat.

Une telle perspective est difficile à concrétiser étant donné la besogne réalisée des décennies par le collaborationisme des forces qui se proclament «socialistes» ou « communistes » – comme le PSOE et le PCE – mais qui sont en réalité complètement bourgeoises ; c'est cependant la seule vers laquelle les prolétaires doivent se tourner s'ils ne veulent pas perpétuer leur tragique servitude envers les classes bourgeoises et assister à des massacres continuels.

En tant que communistes, nous défendons le droit à l'autodétermination de tous les peuples, grands ou petits ; mais en même temps nous savons que ce droit continuera d'être systématiquement trahi par toutes les bourgeoisies et par toutes les forces collabora-

tionnistes, comme cela s'est produit jusqu'ici,

Ce n'est que sur le terrain de la lutte de classe, de la lutte prolétarienne révolutionnaire que tous les peuples auront la possibilité d'une autodétermination réelle comme premier pas pour surmonter tous les affrontements et toutes les rivalités entre nations et États. , vers une véritable union entre les peuples au-dessus de toutes les barrières bourgeoises, au-dessus de toutes les oppressions.

Pour l'autodétermination du Sahara occidental!

Vive la lutte des masses sahraouies contre l'oppression militaire et sociale du Maroc!

Pour la solidarité internationaliste du prolétariat espagnol!

Pour la solidarité internationaliste du prolétariat du Maghreb, d'Europe et d'Amérique!

Pour la reprise de la lutte de classe!

Élections parlementaires au Venezuela ...

(Suite de la page 15)

duction de pétrole extrait par PDVSA, autrefois étendard flamboyant de l'économie vénézuélienne, empêche une reprise économique qui permette au moins de pallier aux nécessités les plus urgentes des classes populaires, a forcé pour les déshérités de toujours, les prolétaires.

LA CRISE ÉCONOMIQUE FRAPPE ÉGALEMENT LES ÉMIGRÉS VÉNÉZUÉLIENS

La crise économique a également frappé les travailleurs migrants, peut-être plus gravement que les travailleurs locaux. « 100 000 travailleurs vénézuéliens ont quitté la Colombie après avoir perdu leur emploi - qui leur permettait même d'envoyer de l'aide à leur famille -, beaucoup n'ont pas pu revenir au Venezuela et, selon l'ONU, font partie des 2,75 millions de "travailleurs immigrés bloqués" dans le monde qui, après avoir perdu leur emploi, cherchent, souvent sans succès, à retourner dans leur pays. (Cf *New York Times*, 28-29/11/20). Une grande partie des émigrés vénézuéliens travaille en Colombie où le taux de chômage a atteint 14,7% en octobre (derniers chiffres officiels publiés); mais le chômage est nettement plus élevé en raison de l'importance de l'économie informelle. Dans d'autres pays d'Amérique latine, la situation n'est pas meilleure pour l'émigration vénézuélienne. La perte de leurs emplois a pour conséquence un moindre envoi de fonds à leurs familles, ce qui accentue la misère de ces dernières.

Ainsi, comme tout au long de cette année dans une vingtaine de pays, la violente flambée sociale contre un gouvernement de plus en plus autoritaire, tyrannique et affameur ne se fera pas attendre. Mais pour que ces affrontements, inévitables, ne se terminent pas en un simple ravalement de façade de l'ordre bourgeois, le prolétariat devra trouver la voie de la lutte de classe indépendante et reconstituer, avec les prolétaires des autres pays, le parti de classe, pour diriger sa lutte contre le capitalisme.

Dans cette perspective de reprise de la lutte des classes, l'abstention aux dernières élections au Venezuela réfute « la prétention bourgeoise d'avoir établi pour toujours l'administration de la société sur des bases pacifiques et indéfiniment perfectibles, grâce à l'instauration du droit de vote et du

parlementarisme » (Amadeo Bordiga, « Le principe démocratique »)

14/12/2020

(1) Telegram est un service de messagerie créé en Russie, mais lorsque le gouvernement a voulu forcer la société à céder les codes d'accès, les propriétaires ont quitté le pays.

(2) *Libération*, 06/12/20

(3) Le Fonds Monétaire International a révélé que le taux de chômage au Venezuela a atteint 44,3% en 2019, affectant donc près de la moitié de la main-d'œuvre du pays – et en juillet de cette année il atteignait déjà 47,4%.

(4) Cf. [https:// fedecamarasbolivar.org/se-requieren-354-52-salarios-minimos-para-poder-adquirir-la-canasta-alimentaria-familiar/](https://fedecamarasbolivar.org/se-requieren-354-52-salarios-minimos-para-poder-adquirir-la-canasta-alimentaria-familiar/)

(5) « *Le dernier taux de variation annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation publié au Venezuela date de septembre 2020 et il était de 1 813,1%* ». Cf. <https://datosmacro.expansion.com/paises/venezuela>

(6) « *Selon les revenus, 96% de la population vénézuélienne est pauvre. 79% sont en état d'extrême pauvreté, ce qui signifie que les revenus perçus sont insuffisants pour couvrir le panier alimentaire* » <https://elpais.com/internacional/2020-07-08/la-pobreza-extrema-roza-el-80-en-venezuela.html>

Washington : Journée noire pour le Capitole, symbole de la démocratie américaine

6 janvier 2021: ce jour-là, depuis le Capitole à Washington où la Chambre et le Sénat étaient réunis en séance plénière, le vice-président toujours en fonction, Mike Pence, sur certification du collège électoral, ne pouvait que proclamer John Biden 46e président des États-Unis d'Amérique.

Mais la victoire électorale de Biden dès les premiers résultats confirmés a été contestée par Trump, qui parlait de fraude notamment dans les États décisifs ; c'est pourquoi il avait lancé une série d'actions en justice en affirmant qu'il était en réalité le vainqueur : ma victoire a été « volée », telle a été l'accusation; et à l'appui de cette accusation, Trump a demandé à ses supporters de manifester à travers le pays. Après avoir effectué les investigations nécessaires, les différents tribunaux n'ont pas trouvé de fraudes, certifiant la régularité des votes et, par conséquent, la victoire de Biden.

Mais Trump a continué à dénoncer une fraude et une « victoire volée », donnant rendez-vous à la foule de ses partisans le 6 janvier devant le Capitole pour y manifester leur vive protestation. « *Stop the steal* », « Arrêtez le vol », tel est le slogan qu'il lança dans le parc de la Maison Blanche le matin même ; en même temps il faisait pression sur les sénateurs républicains pour qu'ils empêchent la proclamation de la victoire de Biden en déclarant l'irrégularité du vote et en remplaçant ensuite les grands électeurs issus des élections, par d'autres nommés d'office par le vice-président.

Mais lorsque Mike Pence refusa de faire ce que Trump demandait, les manifestants trumpistes se déchaînèrent; ils enfoncèrent le faible cordon de policiers

qui gardaient l'entrée du bâtiment, et pénétrèrent de force dans l'hémicycle. Il faut noter que face aux manifestations contre les brutalités policières envers les noirs, des unités anti-émeute lourdement armées avaient été déployées; mais cette fois-ci pour protéger le Capitole des incursions prévisibles des manifestants pro-Trump il n'y avait qu'un mince cordon de policiers ... qui ouvrit les barrières pour laisser passer la foule...

Tous les médias ont décrit un véritable assaut sur le bâtiment : les parlementaires s'enfuirent pour se réfugier en lieu sûr, tandis que des agents de la sécurité, les armes à la main, font face à la foule qui entre-temps ayant envahi le temple de la démocratie américaine, vandalise salles et bureaux; des coups de feu se font entendre. Dehors, parmi la foule, certains incitent à l'émeute. Il semble que le vice-président Pence lui-même, qui a toujours été un loyaliste de Trump, appelle la Garde nationale à rétablir l'ordre à l'intérieur et à l'extérieur du Capitole. À la fin de la journée, on dénombrait 4 morts, de nombreux blessés et 52 arrestations.

La séance plénière du Congrès, interrompue pendant quelques heures par cet assaut, sera reprise dans la nuit pour se terminer par la proclamation de Biden à la présidence. On a cherché ainsi à réparer l'outrage fait au temple de la démocratie américaine en finissant la procédure prévue par le système électoral, malgré les violents événements des heures précédentes. Mais les 14 jours qui vont s'écouler entre cette proclamation et le 20 janvier, jour de l'entrée en fonction du nouveau président seront tendus. Et pas seulement parce que Trump et ses partisans continueront d'accuser Biden et les démocrates de leur avoir

« volé » la victoire, mais parce que le malaise sous-jacent de la société américaine ne peut disparaître du jour au lendemain: c'est un terrain fertile, surtout pour les couches petites bourgeoises de l'Amérique «blanche» qui ont trouvé en Trump leur chef, pour exprimer leur mécontentement et leur soif de vengeance contre ceux qui sont arrivés au pouvoir avec les votes surtout des Afro-Américains et des Hispaniques

Trump s'était imposé dans le parti républicain en 2016 en tant que candidat à la présidentielle bien qu'il n'ait pas grandi politiquement au sein du parti, et qu'il n'ait pas fait de carrière politique ou militaire en précédence. En tant que magnat des casinos et promoteur immobilier, il a toujours essayé de faciliter ses affaires grâce à un soutien politique, comme le font d'ailleurs tous les grands capitalistes, à l'exemple d'un Silvio Berlusconi en Italie. Il a soutenu tantôt les Démocrates, tantôt les Républicains, suivant ses magouilles, pour finir parmi les Républicains - bien plus proches de ses positions suprémacistes et racistes - qui, après George W. Bush, cherchaient un candidat capable d'affronter Hillary Clinton. Ils le trouvèrent avec Trump qui, contre toute attente, gagna les élections de 2016. Il devint le premier président à être élu aux États-Unis sans avoir déjà été sénateur ou gouverneur d'un État, ni officier supérieur de l'armée. De ce point de vue, il était une sorte d'outsider qui pouvait dans la lutte politique contre d'autres factions bourgeoises recourir à des manoeuvres et réaliser des mobilisations imprévisibles pour ses adversaires - mais aussi pour les Républicains.

D'autre part, son cursus «politique» différent des politiciens traditionnels, et la propagande exagérée de ses succès entrepreneuriaux personnels, mêlés au mythe américain selon lequel même celui qui «s'est fait tout seul» peut devenir président, lui ont permis d'attirer dans son champ d'influence y compris une fraction de la classe ouvrière des États du Nord qui votait habituellement pour les démocrates, mais qui subissait une détérioration de ses conditions de vie suite aux effets de la crise économique de 2008 qui s'est poursuivie les années suivantes.

En régime bourgeois, les partis politiques et leurs représentants ne sont rien d'autre que l'expression politique d'intérêts économiques et financiers bien précis; de ce point de vue il est évident que la politique tendanciellement isolationniste et patriotique résumée dans la devise «*America First*» (l'Amérique d'abord) que Trump n'a cessé d'afficher, exprimait et exprime les intérêts des capitalistes américains qui souffrent aujourd'hui de la concurrence internationale, et en particulier de la Chine. En outre ces intérêts fortement nationalis-

tes s'imbriquent généralement à des positions anti-immigrées et racistes toujours présentes aux États-Unis, mais qui ont connu une recrudescence pendant les quatre années de présidence de Trump.

Comme cela se produit surtout en temps de crise, quand l'avenir devient de plus en plus incertain pour les grandes masses, non seulement prolétariennes mais aussi petites bourgeoises, il y a toujours des fractions de la grande bourgeoisie qui ne se contentent pas des effets idéologiques que la démocratie électorale et les parlementaires ont objectivement sur les masses, mais qui ont tendance à forcer les situations pour que leurs intérêts l'emportent sur ceux des fractions opposées. Ce contraste fait partie de la concurrence entre les groupes bourgeois à tous les niveaux, économique, financier, politique; il émerge inévitablement sous une forme violente lorsque la crise économique réduit considérablement le gâteau du profit, y compris à cause de la concurrence internationale qui devient de plus en plus acharnée.

Le fait est que Trump, déjà en butte à une série d'enquêtes de la justice pour évasion fiscale et autres délits similaires, verra une aggravation de ses problèmes dès qu'il ne sera plus président: il risque de lourdes peines sur le plan économique et personnel. Il a donc un intérêt direct à déchaîner la rue contre un résultat électoral défavorable; même si - après que les tentatives de recomptage des voix pour renverser le résultat en sa faveur avaient échoué - il savait qu'il n'avait guère de chances de gagner, il pouvait en tout cas compter sur le chaos provoqué par la mobilisation de ses partisans sur un thème qu'il continuera à agiter le plus longtemps possible: celui du trucage des élections...

La pauvre démocratie, déchirée et foulée aux pieds, a montré un visage - celui du désordre, du chaos, de la violence caché habituellement sous un voile de tromperie et de mensonges - qui mine sa crédibilité et met en danger son emprise sur les masses.

Mais, si le capitalisme a sept vies grâce auxquelles - malgré l'interminable série de crises économiques, de catastrophes sociales, de catastrophes environnementales, de massacres dus aux guerres, à la misère et à la faim - il parvient toujours à se tenir debout et à maintenir la domination politique et sociale de la classe bourgeoise, le système démocratique semble lui aussi avoir 7 vies: il est toujours sur pied malgré les innombrables démonstrations qu'il est un système politique au profit exclusif de la minorité capitaliste bourgeoise qui détient, par tous les moyens les leviers du pouvoir. Même quand les bourgeois sont les premiers à montrer qu'ils n'hésitent pas à piétiner leurs pro-

pres lois et leur propre système politique dans le seul but de défendre leurs intérêts privés, le mythe de la démocratie ne s'évanouit pas, mais revient dans toute sa force pour alimenter un système politique et social en pleine décrépitude. L'illusion d'une démocratie honnête, pacifique et égalitaire est dure à disparaître...

COMMENT LE PROLÉTARIAT ARRIVERA-T-IL À S'EN LIBÉRER?

En se défendant avant tout en tant que classe indépendante, en tant que classe luttant non pas pour une démocratie «véritable», «honnête», «libérale», mais contre l'exploitation à laquelle elle est soumise depuis sa naissance, contre le chantage constant à l'emploi (et donc au salaire) qui lui fait accepter les conditions imposées par les patrons, contre toute oppression, sociale ou raciale; en tant que classe qui ne cède pas aux sirènes de la conciliation et de la collaboration entre les classes, mais qui affronte la bourgeoisie et tous ses partisans - qu'ils soient Démocrates, Républicains, suprémacistes, racistes ou «socialistes» - en acceptant le terrain de lutte où la bourgeoisie elle-même, à travers ses innombrables ramifications, l'attaque.

Les conditions d'existence des prolétaires dans le système bourgeois, sont les conditions imposées par les capitalistes qui, dans des situations de crise économique ou de crise sanitaire comme la crise actuelle, tendent à s'aggraver; seule une lutte dure, tenace et intelligente contre eux peut limiter la détérioration de ces conditions. Si ce sont les bourgeois eux-mêmes, les milliardaires, les dirigeants qui piétinent leur démocratie, pourquoi les prolétaires devraient-ils la défendre, vouloir réparer ses fissures, l'embellir? Les prolétaires, qu'ils soient blancs, noirs, asiatiques, hispaniques, métis, n'ont jamais obtenu de la démocratie bourgeoise un véritable avantage social et économique; ce n'est qu'au prix de très dures luttes qu'ils ont arraché des améliorations sociales, ou obtenu la reconnaissance de droits civils. Et à la première crise ces améliorations et ces droits sont remis en question.

La bourgeoisie, qui piétine sa démocratie, ses lois à chaque pas, exige pourtant que les grandes masses respectent les lois et croient en la démocratie! Aujourd'hui, le prolétariat, et pas seulement en Amérique, n'est pas une classe indépendante. Les syndicats sont corrompus jusqu'à la moelle, les partis qui prétendent défendre les ouvriers sont en réalité des organisations de collaboration entre les clas-

(Suite en page 18)

Washington : Journée noire pour le Capitole, symbole de la démocratie américaine

(Suite de la page 17)

ses, donc au service de la conservation bourgeoise et capitaliste.

Le prolétariat est prisonnier d'un système politique et social qui, d'une part, l'écrase au quotidien pour tirer le meilleur parti de sa force de travail et, d'autre part, le trompe avec l'idée que le mécanisme démocratique est l'outil de l'amélioration de son sort, le moyen de son émancipation. Mais il n'y a jamais eu de démocratie qui ait réussi à éviter les crises économiques, qui ait réussi à éliminer les inégalités sociales, à éradiquer la pauvreté et la faim, à vaincre les guerres et ses ravages.

La démocratie n'est rien d'autre que la couverture idéologique de la domination de la classe bourgeoise qui n'a aucun intérêt et aucune intention de perdre les privilèges qui découlent des rapports capitalistes de production et de propriété ; de la classe bourgeoise qui, pour continuer à dominer la société, doit écraser les classes inférieures en les forçant à une vie de sueur et de sang.

Le prolétariat est la seule classe dominée de la société qui a historiquement démontré qu'elle exprimait un programme et un objectif historique totalement antagonistes aux intérêts et aux objectifs bourgeois ; la seule classe dont la bourgeoisie, aux Etats Unis comme partout, craint la force sociale et politique. Elle ne le craint pas comme un danger immédiat, étant donné que le prolétariat n'a pas encore exprimé cette force que seule son organisation indépendante peut lui donner et que seule une direction politique, celle du parti de classe, peut assurer.

Mais l'expérience historique a appris aussi à la bourgeoisie américaine, à la suite des révolutions prolétariennes qui ont éclaté en Europe et en Asie au siècle dernier, que la lutte des classes, surtout à une époque où les contacts internationaux sont beaucoup plus faciles qu'ils ne l'étaient auparavant, peut être très contagieuse.

Grâce notamment à l'œuvre du collaborationnisme politique et syndical, la démocratie bourgeoise a déjà montré qu'elle était un très efficace rempart contre la lutte de classe prolétarienne ; ces méthodes de contrôle social désorientent le prolétariat, lui font prendre les objectifs bourgeois pour ses propres objectifs, lui font considérer les intérêts des entreprises bourgeoises comme ses propres intérêts, lui font prendre le pays où il est exploité, brutalisé, massacré de fatigue, marginalisé, tué, comme sa « patrie » qu'il faut défendre contre des

agresseurs «étrangers», alors que le premier agresseur de ses conditions d'existence se trouve dans « son » pays : « sa » bourgeoisie.

Peu importe que les bourgeois se querellent, brouillent les cartes ou trafiquent les bulletins de vote : ils se battent aussi violemment entre eux pour obtenir un accord ou un privilège supplémentaire. Et ils sont tous également intéressés à maintenir le prolétariat dans la confusion la plus totale, à le plier aux exigences de la bonne marche des entreprises et de l'économie nationale. Et pendant que le prolétariat se nourrit de ... la démocratie, le bourgeois se nourrit de sa sueur et de son sang.

L'assaut contre le Capitole, initié et organisé par les partisans d'une faction bourgeoise, celle de Trump et des sénateurs et gouverneurs qui le soutiennent, n'était pas du tout une attaque contre la démocratie en général ; c'était une manifestation violente d'une foule à qui a été désignée une cible matérielle contre laquelle les petits bourgeois mécontents de leur sort pouvaient exprimer leur malaise et leur colère. Et comme tout objectif à atteindre y compris avec la violence, un mobile facile a été fourni: le vol, en l'occurrence le vol d'une victoire électorale présentée comme la victoire de cette masse élevée au rang de *patriotes*. Sans surprise, après l'assaut du bâtiment du Congrès et sa vandalisation, Trump a tweeté: «*Voilà ce qui se produit quand la victoire est arra-*

chée aux patriotes» (1).

* * *

C'est à un assaut bien différent que la bourgeoisie devra assister demain ; le jour où les masses prolétariennes, seront revenues sur le terrain révolutionnaire et dirigées par leur parti de classe, elles se fixeront le même objectif que les prolétaires de Petrograd en octobre 1917: le Palais d'Hiver.

Les communistes révolutionnaires travaillent pour cet événement historique, avec la certitude que la bourgeoisie n'est pas si invincible qu'elle le montre. Ce n'est pas une tâche simple, ni pour le prolétariat ni pour son parti de classe, que de se préparer à ce rendez-vous historique, mais la bourgeoisie ne pourra y échapper. Il n'y aura pas de démocratie, de gouvernement, de président ou de général capable d'arrêter cette future marée rouge. La classe des sans réserve, la classe des prolétaires, quelle que soit la couleur de leur peau ou leur nationalité où les auront classés les registres bourgeois, se dressera dans toute sa puissance.

Les gouvernements du monde entier trembleront alors parce que les prolétaires seront enfin devenus les maîtres de leur propre destin, non plus des esclaves salariés, mais des combattants pour une société sans oppression et sans esclavage, pour une société sans classes, pour le communisme.

8/1/2021

(1) Cf. *il fatto quotidiano*, 7 janvier 2021.

Pandémie, crise économique et lutte des classes en Inde

GRÈVE GÉNÉRALE

Le 26 novembre dernier l'Inde a connu sans doute la grève générale la plus massive de son histoire : à l'appel de toutes les Confédérations et organisations syndicales (1) à l'exception du *Baharatiya Mazdoor Sangh* lié au BJP, le parti au pouvoir, d'organisations paysannes et étudiantes, etc., 250 millions de salariés était appelés à une « *grève générale industrielle pan-indienne* » de 24 heures. Cet appel a été très largement suivi, même si la mobilisation a été inégale dans les 28 Etats qui composent le pays. Selon le communiqué syndical commun :

« *Les états du Kerala, Pondichéry, Odisha, Assam et Telangana ont indiqué un arrêt total du travail. Le Tamil Nadu a signalé l'arrêt complet dans*

13 districts, tandis que la grève avait lieu dans l'industrie dans le reste des districts. Jharkhand et Chhattisgarh ont indiqué que la grève avait été suivie à 100%, y compris à BALCO [complexe industriel étatique de production d'aluminium]. Le Pendjab et l'Haryana ont signalé que les bus de transport routier d'État n'avaient pas quitté leurs dépôts le matin », etc.

La grève a touché les banques, les transports, les ports, la poste et les télécommunications, l'industrie pétrolière, les aciéries, les mines de charbon et autres, l'automobile, le textile, les plantations, et de nombreux autres secteurs.

La plate-forme revendicative comprenait essentiellement le retrait des récentes lois anti-ouvrières, l'arrêt des privatisations, la suppression de la réforme des retraites, des subsides aux

démunis et à ceux ayant un revenu inférieur au seuil d'impôt sur le revenu.

Le Gouvernement du BJP (parti nationaliste d'extrême droite) dirigé par le premier ministre Modi a mené depuis son arrivée au pouvoir une politique visant à accroître le taux de profit moyen dans l'économie par l'adoption de diverses mesures libérales et anti-ouvrières. Cette libéralisation devait entraîner une accélération de la croissance économique, conformément au projet pharamineux de faire de l'Inde, deuxième pays le plus peuplé de la planète (1,4 milliard d'habitants), une des grandes puissances mondiales.

Si par la valeur de son PIB elle s'est hissée au 6^e rang mondial, juste derrière la Grande-Bretagne et devant la France, ce résultat a été contesté par une agence gouvernementale de statistiques, le NSSO (2). Mais surtout si l'on examine le PIB par habitant, l'Inde se situe vers le 130^e rang mondial, à peu près au niveau du Congo (3) – signe de la faiblesse persistante de son développement capitaliste

La croissance économique indienne n'a pas été à la hauteur des promesses de Modi, au point qu'au début de 2020, elle était déjà la plus mauvaise depuis 42 ans.

Depuis, la crise économique s'est déchaînée, aggravée à l'extrême par les mesures prises par le gouvernement contre la covid-19. Les derniers chiffres connus font état d'une chute de 20% du PIB au second trimestre et le FMI, qui estimait au printemps que l'Inde serait un des rares pays à connaître en 2020 une croissance de son économie, prévoit maintenant un recul sans précédent de 10 à 11% du PIB sur l'année.

PROTÉGER LES BOURGEOIS DU VIRUS AU PRIX DE LA SANTÉ DES MASSES

Lorsqu'il fut avéré que la pandémie s'était répandue dans les bidonvilles et les quartiers surpeuplés des grandes agglomérations, le gouvernement décréta du jour au lendemain un strict confinement (il durera de fin mars à juillet).

Près de 20 millions de travailleurs précaires perdirent aussitôt leur travail; 90% de la main d'œuvre serait employée dans le « secteur informel » avec un minimum de couverture sociale, sans droit à des allocations de chômage et à des pensions de retraite (4). Beaucoup de ces travailleurs étant des migrants, ils n'avaient d'autre solution que de regagner leur région d'origine où ils pouvaient espérer au moins un soutien familial. Des milliers de trains et bus bon-

dés (5), sans aucune des mesures sanitaires annoncées, rapatrièrent des millions de travailleurs dans les campagnes. Ils emportaient avec eux le virus, mais pour les bourgeois des métropoles urbaines, ce qui comptait c'est la réduction de la menace sanitaire représentée par ces masses de travailleurs déshérités.

Et tant pis si dans les campagnes les structures de santé, déjà précaires dans les villes, sont absolument insuffisantes ! De toutes les façons il existe pour les bourgeois des structures hospitalières privées disponibles et parfaitement équipées...

Les chiffres officiels des contaminations et des morts de la pandémie ne sont pas crédibles : 147 000 morts fin décembre alors que selon certains chercheurs le nombre réel devrait être multiplié au moins par 6, ne serait-ce que parce que seule une petite minorité des morts y a droit à un certificat de décès. L'Inde serait alors le pays ayant payé le prix le plus lourd à la pandémie.

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE SUR LES PROLÉTAIRES

Il n'y a pas encore de statistiques officielles du chômage actuel (les derniers chiffres publiés en juin portant sur l'année dernière), mais une étude de début avril estimait le taux de chômage à 24% (6), en hausse brutale à la suite du confinement. Dans son rapport du mois de juin sur les conséquences sociales de la crise sanitaire en Inde, l'Organisation Internationale du Travail, écrivait que 350 à 430 millions de travailleurs pourraient être touchés par le confinement sous la forme de pertes d'emploi, réduction du temps de travail, et pertes de revenu.

En réalité les autorités politiques ont utilisé le prétexte de la crise sanitaire pour redoubler les attaques contre les conditions prolétariennes ; ces attaques étaient réclamées depuis longtemps par les milieux capitalistes nationaux et internationaux qui, déçus par les mesures « trop limitées » du gouvernement Modi, demandaient une « dérégulation » approfondie du marché du travail, une « réforme » agraire et fiscale.

Les attaques anti-ouvrières ont commencé dans divers Etats administrés par le BJP qui ont décidé de suspendre « temporairement » (pour 1000 à 1500 jours), les règlements du code du travail existant dans le secteur formel : extension de la durée de la journée de travail à 12 heures et de la semaine à 72 heures (parfois non payées comme heures supplémentaires comme dans l'Uttar Pradesh et le Gujarat), sus-

pension des négociations collectives et de divers droits syndicaux, et, dans l'Uttar Pradesh, suspension de l'application des droits du travail pour toutes les entreprises pour une durée de 3 ans!

Ces mesures avaient entraîné une riposte syndicale sous la forme d'une « journée nationale de protestation » le 22 mai (les dirigeants syndicaux observant une grève de la faim ce jour-là!), en pleine période de confinement. Il y avait déjà eu une grève générale le 8 janvier pour protester contre les mesures anti-ouvrières du gouvernement et dénoncer le fait que l'« Indian Labour Conference » (réunion centrale de collaboration des classes) n'ait pas été convoquée depuis 2015.

En fait ces journées rituelles de grève générale servent de soupape de sécurité pour dissiper le mécontentement des prolétaires ; elles n'ont aucun effet sur la détermination de la classe dominante à accentuer ses attaques contre les prolétaires et les masses : le gouvernement Modi a ainsi fait passer en septembre des lois restreignant le droit de grève et « réformant » la sécurité sociale, pour supprimer les avantages de nombreux travailleurs informels, etc.

AGITATION PAYSANNE

En même temps il a promulgué 3 lois pour réformer l'agriculture afin d'y permettre un développement capitaliste accéléré. La plus brûlante est la fin des prix d'achat garantis par l'Etat des productions agricoles, ce qui va provoquer une baisse des revenus des paysans et la disparition de nombreuses minuscules exploitations peu rentables (les 9/10 des exploitations auraient moins de 0,8 hectares). Ces lois ont provoqué une vague de luttes paysannes qui s'est centralisée dans le mouvement « Delhi Chalo » (Allons à Delhi): des milliers de paysans se sont dirigés vers la capitale pour y faire entendre leur opposition aux lois. Ils sont maintenant des dizaines de milliers à camper dans les faubourgs de Delhi. La propagande gouvernementale les accusant d'être des « séparatistes » adversaires de l'« indianité », manipulés par l'étranger, etc., n'a pas eu de prise sur le mouvement et son soutien dans une bonne partie de l'opinion.

Au moment où nous écrivons les discussions semblent sur le point de s'ouvrir entre les organisations paysannes qui regroupent les propriétaires plus fortunés et qui dirigent le mouvement et le gouvernement. Nous ne savons pas quelle sera l'issue, mais il y a peu de doutes qu'un éventuel compro-

(Suite en page 20)

Pandémie, crise économique et lutte des classes en Inde

(Suite de la page 19)

mis se fera sur le dos des paysans les plus pauvres sans parler des sans-terres. La question agraire est d'une grande importance dans un pays où plus de 40% de la main d'œuvre travaille à la campagne. Les bourgeois indiens sont parfaitement conscients qu'un ébranlement des campagnes aurait de fâcheuses conséquences sur l'ordre social et politique du pays.

La profonde crise dans laquelle est plongée l'Inde pousse inexorablement les prolétaires à la lutte. Outre ces grèves générales coupe-feu, des vagues de luttes dures ont déjà eu lieu dans certains secteurs au cours des derniers mois : notamment chez les enseignants, les travailleurs du ciment, les ouvriers de l'automobile. A cet égard la lutte des ouvriers de Toyota à Bangalore contre une direction de combat appuyée par le Gouvernement de l'Etat du Karnataka est emblématique de la combativité ouvrière ; commencée début novembre contre l'intensification des cadences, elle dure toujours malgré le lock-out de la direction et l'ordre de reprise du travail émis par les autorités.

Les prolétaires indiens ont une longue histoire de luttes ouvrières ; mais jusqu'ici ils n'ont pu disposer d'organisations authentiquement classistes pour mener ces luttes ni d'un parti de classe pour les diriger contre le capitalisme, en dehors des impasses « populaires » interclassistes et contre les divisions communautaires, religieuses et ethniques que la bourgeoisie alimente à dessein pour les paralyser.

C'est un problème qui ne pourra être résolu du jour au lendemain, mais dont pourtant la nécessité se fait toujours plus pressante, à un moment où les tensions sociales et les affrontements entre les classes tendent à devenir explosifs.

28/12/2020

(1) La plus importante est l'INTUC, liée au Parti du Congrès (le principal parti bourgeois en Inde) qui affirme avoir 33 millions d'adhérents ; puis il y a des confédérations liées à divers partis de gauche qui n'ont de « communiste » que le nom, ayant démontré leur dévouement à l'Etat bourgeois, comme l'AITUC liée au Communist Party of India (14 millions d'adhérents revendiqués), etc.

(2) Le *National Sample Survey Office* qui dépend du ministère des Statistiques, a trouvé que près d'un tiers des entreprises utilisées pour ce calcul n'existaient pas ou plus ! En représailles le gouvernement a décidé de supprimer le NSSO...

(3) Une publication du FMI selon laquelle le PIB par habitant du Bangladesh allait dépasser celui de l'Inde l'année prochaine a choqué la presse indienne : il y a 5 ans il était 25% supérieur à celui de son voisin généralement méprisé pour sa pauvreté...

(4) En 2017-2018, 85% des travailleurs étaient employés dans le secteur informel et 5% dans le secteur formel, mais dans les mêmes conditions précaires que les premiers. Cf *ILO brief*, juin 2020

(5) Certains sont même rentrés à pied comme l'ont montré les médias et il y a eu de véritables émeutes de travailleurs affamés.

(6) cf Centre for Monitoring India Economy, 7/4/2020.

Pandémie, crise économique et lutte des classes en Inde, Post-Scriptum:

Le 11 janvier, la Cour suprême a décidé de «suspendre» les 3 lois et de constituer un «comité d'experts» pour discuter de la question. Mais les organisations paysannes les plus combattives ont refusé ce comité et décidé de continuer la lutte jusqu'au retrait définitif des lois.

Le 26 janvier lors d'un rallye de tracteurs des affrontements ont éclaté entre la police et les manifestants faisant des blessés et 1 mort. Ces affrontements ont été mis sur le compte d'«éléments anti-sociaux» cherchant à «torpiller le mouvement pacifique» (cf *Times of India*, 27/1/2021) des agriculteurs par le «Samyukta Kisan Morcha», alliance d'une quarantaine de syndicats paysans qui dirige le mouvement à Delhi; les partis d'opposition ont également condamné la «violence» des manifestants.

Après les affrontements le Samyukta Kisan Morcha a décidé de ne pas tenir sa marche sur le parlement prévue le premier février : il est clair que les paysans les plus aisés redoutent l'action incontrôlée des couches plus pauvres qui n'ont rien à gagner à des compromis avec le gouvernement.

Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- «le prolétaire»
Journal bimestriel
- «Programme communiste»
Revue théorique
- «il comunista»
Journal bimestriel en italien
- «el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
- «Suplemento Venezuela»
al «el programa comunista»
- «el proletario»
Journal en espagnol
- «Proletarian»
Supplément en anglais à
«le prolétaire»

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.

SOUSCRIPTION PERMANENTE Quatrième liste 2020

Brisbane: 9,60/ Claude: 7,50/ Daniel, soutien à la presse du parti: 17,00 / Fabien: 26,50/ Gilbert: 7,50/ Paris: 2400,00/ Sandro: 20,00/ Victor: 40,00

Total liste: 2528,10

Total général 2020: 7211,89

Première liste 2021

Gérard: 176,50/Paris: 500

Total liste: 676,50

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**